

**LA GAZETTE,
C'EST PLUS QUE DE LA JASETTE...**

**c'est une information qui fait une différence!
VOTRE DON FAIT LA DIFFÉRENCE AUSSI!**



Gratuit

MENSUEL 20 000 EXEMPLAIRES
JUN 2026 - VOLUME 41 - NUMÉRO 7
votregazette.com

**Quand le milieu
communautaire
se rassemble
pour célébrer**



**L'ÉVÉNEMENT
CHAMBERLAND**

PAGE 13

PRÉSENTÉ PAR

Jardins nous

la gazette

de la MAURICIE, de LANAUDIÈRE et des environs

Média indépendant pour le bien commun

Saveurs d'ici, fierté d'ici

Des malteries près de chez vous

**La Mauricie brille aux Lauriers
de la Gastronomie 2026**

**Une pluie de prix pour
l'Auberge Saint-Mathieu**

PAGES 10 ET 11



PHOTO : DOMINIC BÉRUBÉ

**Observer
ce qu'on ne
voit plus**

PAGE 15



PHOTO : GRACIEUSE/ÉRIC GÉLINAS

**Hébergement : entre urgence,
abandon et spéculation**

PAGES 2 À 4



PHOTO : DOMINIC BÉRUBÉ

UN SERVICE DE RÉPIT TEMPORAIRE POUR LES JEUNES DE 12 À 17 ANS À LA TUQUE

Dormir ailleurs pour faire une pause

Au sous-sol de la Maison des jeunes de La Tuque (MDJ), il y a une pièce colorée avec un meuble encastré qui cache un lit double, et une douche et une salle de bain. Depuis deux mois, le service Horizon Jeunesse est offert à La Tuque ; il s'agit d'un lieu de répit temporaire de dernier recours destiné aux jeunes de 12 à 17 ans vivant une période difficile, une première en Mauricie.



BRUNO CANTIN
JOURNALISTE PIGISTE
INITIATIVE DE JOURNALISME LOCAL

Horizon Jeunesse est un projet pilote d'hébergement temporaire conçu dans une approche préventive, volontaire et complémentaire des services existants sur le territoire. Ce projet est rendu possible grâce au soutien financier du gouvernement du Québec et de partenaires du milieu. Le service est offert les mercredis, les samedis et les dimanches en dehors des heures d'ouverture de la MDJ. « On ne veut pas que les gens se croisent parce que la confidentialité, c'est vraiment important », indique Alexandre Lehoux, directeur général de la MDJ La Tuque et intervenant.

« Horizon Jeunesse offre un service aux parents et aux tuteurs, mais permet aussi aux jeunes de souffler un peu, de se reposer, dans un cadre autre », indique Sandy Dallaire, coordonnatrice et intervenante.

Les intervenant-es d'Horizon Jeunesse sont là pour aider. « On n'est pas là pour juger. Par exemple, ça se peut que le parent soit en pleine séparation et qu'il se dise que ça ne va pas du tout parce tout ce qu'il fait, c'est crier après son enfant. Alors au lieu de crier, on nous demande si c'est possible de l'envoyer une fin de semaine avec nous autres », explique-t-elle.

Pour les intervenant-es, passer du temps avec les jeunes permet de délier les langues. « Si on reprend l'exemple de la séparation, l'ado est aussi affecté. Pendant une partie de ping-pong, tu peux banalement lui dire que ce n'est pas facile ce qu'il vit en ce moment et après tu lui racontes ton expérience en disant que toi aussi tes parents se sont séparés quand tu avais 14 ans, et là une discussion commence. Ça fait du bien aux jeunes de pouvoir parler et de se changer les idées. L'hébergement offert permet ainsi d'atteindre un autre objectif pour le bénéfice des jeunes », ajoute Mme Dallaire.

Horizon Jeunesse est en complémentarité avec la mission de la MDJ La Tuque. « Ici, c'est comme ça : tu joues avec un jeune, tu t'intéresses à lui, tu développes de la confiance, il se met à parler de ses difficultés et après tu intervient. Nous autres, on veut montrer qu'il y a une autre façon d'intervenir, parce qu'on est vraiment dans une approche hyper communautaire », dit M. Lehoux.

COMMENT ÇA FONCTIONNE ?

Il faut téléphoner au 819 680-4795 et demander le service. Un-e des intervenant-es de garde traitera la demande. Ces intervenant-es sont six, et ce sont des visages connus des jeunes.

L'accès repose sur une démarche volontaire, qui nécessite l'accord du ou de la jeune et de son parent ou de son tuteur ou de sa tutrice légale. « C'est pour tout



PHOTO : BRUNO CANTIN

Horizon Jeunesse est un projet pilote d'hébergement temporaire conçu dans une approche préventive, volontaire et complémentaire des services existants sur le territoire.

le monde. Mais il faut garder à l'esprit qu'on n'est pas une garderie ! »

À La Tuque, le milieu communautaire accueille le nouveau service avec enthousiasme. Une vidéo promotionnelle permet de le faire connaître. Les partenaires peuvent donc en parler et l'offrir à des familles qui pourraient en bénéficier.

L'équipe en place espère que le service puisse continuer d'être offert après l'été. Le financement reçu initialement est bon pour une période de trois mois et prendra fin le 30 juin prochain. « Après ça, il faut avoir d'autres moyens de financement. Dans l'idéal, c'est sûr qu'on sou-

haiterait être ouvert 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. »

L'été sera sans doute plus tranquille, mais une journée portes ouvertes est envisagée pour le mois de septembre. « Le but, c'est de faire connaître le service. Que le monde en parle. Parce que si ça peut aider ne serait-ce qu'un ou deux jeunes, ce sera déjà ça de gagné. »

Textes complets et exclusifs à découvrir
notregazette.com

Textes web complets à découvrir
notregazette.com

La Tuque en mode estival

BRUNO CANTIN
JOURNALISTE PIGISTE

« Nous avons comme objectif avec cette programmation estivale d'offrir à nos citoyens des occasions de sortir en famille ou entre ami-es pour profiter des belles soirées de l'été, de vivre de belles expériences culturelles, d'adopter de saines habitudes de vie et d'enrichir leurs connaissances », indique Pierre Pacarar, président du conseil d'agglomération et maire de La Tuque.



2 • LA GAZETTE DE LA MAURICIE

Des vêtements uniques qui durent longtemps

JOHANNE ROCHELEAU
COLLABORATRICE

Aujourd'hui, la mode jetable (ou éphémère, la fast fashion) entraîne la production d'une quantité incroyable de vêtements de piètre qualité qui génèrent de 8 à 10 % des émissions mondiales de CO₂. Pour contrer cette industrie, je vous propose un beau projet : un joli chandail d'été qui s'inspire de la chemise de grand-mère.



PHOTO : JOHANNE ROCHELEAU

Statistique Canada et la population active

RENÉ GÉLINAS
CHARGÉ DE COURS, ÉCOLE DE GESTION, UQTR

Après le recensement, l'enquête sur la population active est probablement la plus ancienne et importante opération de cueillette de données au Canada. À lire pour en savoir davantage sur l'accessibilité aux données, l'historique de l'EPA et ses principaux aspects méthodologiques.



PHOTO : DOMINIC BÉRUBÉ

Rénoviction : quand le logement devient un produit

Est-ce que le phénomène de rénoviction est un symptôme (un autre) de la déshumanisation de notre société, comme l'itinérance, le recours aux banques alimentaires, l'écart vertigineux entre les riches et les autres?

DIANE VERMETTE

EN COLLABORATION AVEC SES COLLÈGUES DE LA TABLE ÉDITORIALE

lagazette
de la Mauricie,
de Lanaudière et des environs

Le logement est pourtant reconnu comme un besoin essentiel. Comment comprendre alors qu'une compagnie à numéro achète bloc après bloc, incite fortement - comprendre ici avec force dollars - les locataires à renoncer à leur bail pour entreprendre des travaux, majeurs ou pas, afin de fixer des loyers inabornables, mais qui, vu leur rareté seront sûrement loués pour rapporter beaucoup de fric. S'ils sont prêts à offrir 30 000 \$ à une petite famille pour qu'elle libère son 4 et demi, ça doit être rentable.

La pandémie a amené beaucoup de nouveaux résidents et le taux d'occupation pour la RMR (région métropolitaine de recensement) de Trois-Rivières se situait à 0,4 % en 2023, alors que l'équilibre locateur/locataire devrait être de 3 %. Les constructions neuves ont aussi fait grimper le loyer médian*; par exemple, un 3 et demi est passé de 705 \$ en 2022 à 905 \$ en 2025, ce qui influence également la définition de ce qu'on appelle « logement abordable ».

Quand un proprio, le même depuis plus de 20 ans, annonce à ses locataires que le bloc sera vendu à des Montréalais qui vont, paraît-il, réparer la toiture, l'électricité, les escaliers et les galeries, on pense tout de suite que ce n'est pas pour venir élever leurs enfants à Trois-Rivières; le nouveau mot « rénoviction » frappe alors. Combien de locataires se retrouvent ainsi en état de choc, dans le trouble et l'incertitude. Incertitude, angoisse, par le grand dérangement que cause cette intrusion dans une vie paisible. Grand dérangement donc, car on annonce des mois de travaux, suivis de hausses de loyer, mais surtout la peur, l'angoisse de comment ça va se passer; une épée de Damoclès au-dessus de ta tête, chaque fois qu'on rentre chez-soi.

Et, bizarrement ou pas, il semble bien que la très grande majorité des locataires ainsi visés par ces rénovictions soient des femmes seules d'un âge res-

pectable. Les femmes plus souvent locataires que les hommes? Sans doute parce que moins fortunées, des jobs moins payantes, mais c'est la réalité et surtout, elles n'ont pas les moyens d'acheter une maison ou un condo. Locataire donc, avec un loyer bas car occupant le même logement depuis longtemps et dans un milieu humble parfaitement convenable. On s'y est fait des racines, comme une plante. On peut refuser d'être déraciné car c'est un droit inhérent au bail, mais comment les acheteurs vont gérer ce refus, ce droit reconnu par nos lois. Le loyer n'est qu'un des postes budgétaires en sévère augmentation, parmi les autres comme l'alimentation, l'énergie pour le chauffage ou les déplacements.

Mais comment contrer ces rénovictions, qui touchent plus souvent des personnes âgées qui, on le sait, sont plus fragiles à ces changements lorsque non choisis. Leur état de santé se dégrade rapidement. Bien sûr, la vente est légale, mais utiliser la peur ou l'argent pour déloger des locataires souvent à faible ou moyen revenu, est clairement inhumain. Oui, inhumain car il faut faire un choix entre un montant d'argent dont on a souvent grand besoin ou une tranquillité qui sera perturbée, selon les menaces de travaux majeurs et prolongés. La loi demande la relocalisation des locataires pendant les travaux, mais, c'est un dérangement de plus. Sans doute qu'il y aura amélioration de l'habitation, mais à quel prix, et ces améliorations ne

seront peut-être pas celles que la ou le locataire aurait souhaitées.

Avec un peu d'optimisme, on espère que ça va bien se passer et que tous ceux et celles qui ont quitté leur logement se sont bien relogés dans des conditions acceptables qui ne détruiront pas leur qualité de vie, ou carrément leur vie.

* médian étant celui au milieu, soit qu'il y en a autant de moins chers qu'il y en a de plus chers. 📍

Sources disponibles
notregazette.com

BORIS



DES BALADOS À ÉCOUTER

ENTRE GUILLEMETS

SUR VOTRE PLATEFORME PRÉFÉRÉE

+
notregazette.com

lagazette
de la Mauricie

942, rue Ste-Geneviève, Trois-Rivières QC G9A 3X6
Courriel : info@gazetteauricie.com
Téléphone : 819 841-4135
ISSN : 1717-2179

DISTRIBUTION CERTIFIÉE
La Gazette de la Mauricie est publiée par une corporation sans but lucratif soucieuse de produire une information de qualité faisant la promotion du développement intégral des personnes et de leurs collectivités. La Gazette de la Mauricie n'est reliée à aucun groupe ou parti politique. La Gazette de la Mauricie reconnaît le soutien que lui offre le ministère de la Culture et des Communications du Québec grâce à son programme de soutien aux médias communautaires.

Directrice générale et journaliste : Isabelle Padula
Journaliste multiplateforme : David Leblanc
Graphiste et agente de bureau : Katherine Giroux
Révisseuses : Lise Bergeron, Mireille Pilotto, Diane Vermette
Correcteur d'épreuves : Jean Bernard
Conception graphique et infographie : Martin Rinfret
Table éditoriale : Sandra Baron, Jules Bergeron, Alain Dumas, Virginie Fréchette, René Gélinas, Jean-Claude Landry, Isabelle Padula, Diane Vermette.

Abonnez-vous à notre infolettre!

notregazette.com

📧

AMMECQ
ASSOCIATION DES MÉDIAS ÉCRITS COMMUNAUTAIRES DU QUÉBEC

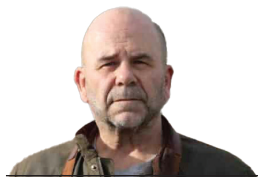
Canada

Québec

📱

Suivez-nous sur nos médias sociaux!

Abandonné depuis plus de 15 ans... combien de temps encore ?



JEAN BOILEAU
ARTISTE MULTIDISCIPLINAIRE

À Trois-Rivières, à l'instar d'autres villes en Mauricie et dans Lanaudière, certains immeubles demeurent vacants pendant des années malgré la crise du logement. Celui-ci, en photos, qui comprenait autrefois un commerce et des logements, serait abandonné depuis plus de 15 ans. L'arrière du bâtiment, autrefois barricadé pour empêcher les intrusions, serait maintenant accessible. Des personnes y entreraient régulièrement, augmentant ainsi les risques de vandalisme et d'incendie. Avec le temps, l'immeuble semble s'être détérioré sous l'effet des intempéries et du manque d'entretien. Sans inspection professionnelle, il demeure impossible d'en évaluer précisément l'état ni les impacts possibles sur les bâtiments voisins. Après tant d'années d'abandon, plusieurs citoyen-nés se demandent jusqu'où le droit de laisser un immeuble vacant devrait primer sur l'intérêt collectif.



Un restaurant asiatique fermé depuis plus de 15 ans et des logements désertés, rue Saint-Maurice.



Une façade qui ne paye pas de mine.



Doit-on s'inquiéter ?

Des traces de l'ancienne enseigne lumineuse.



PHOTOS : JEAN BOILEAU



La détérioration continue.



L'accès à l'arrière du bâtiment est grand ouvert et des gens y circulent.

Galerie de photos
notregazette.com

L'ACA, un modèle unique au monde

Quand on entend parler du communautaire, autant dans les médias que dans les discours des politiciens et politiciennes, et parfois au sein même de notre mouvement, j'ai souvent l'impression qu'il manque quelque chose, qu'on passe à côté d'une chance de faire comprendre ce qu'on est réellement.

CHLOÉ LEDUC
RÉDACTRICE EN COMMUNICATION SOCIALE



Quelque chose qui nous rend uniques, différent-es.

Il faut dire qu'au Québec on forme une société où le sens du collectif est bien développé. C'est ce qui nous différencie du reste du Canada et de plusieurs pays, et qui résulte d'une grande histoire de luttes, de revendications et de gains collectifs. Nous avons un modèle unique au monde institutionnalisé qui se définit ainsi : l'action communautaire autonome. L'ACA.

Quand on parle du communautaire, on parle souvent de services, d'activités, d'accompagnement, d'aide, de soutien, de réponses à des besoins de base. Ce qui est vrai. Mais en se limitant à ça, on passe à côté de l'essentiel, de ce qui nous rend unique au monde.

Le 19 mars dernier, l'Université d'Oxford publiait le rapport mondial sur le bonheur. C'est une enquête menée dans plus de 140 pays à partir de recherches en économie du bien-être, en psychologie, en sociologie et en sciences des politiques publiques. Ce rapport démontre entre autres que le bien-être est surtout relationnel et politique, pas juste économique. Ce qui rend les sociétés plus heureuses, ce sont les liens sociaux, la confiance et la capacité d'agir collectivement. Pas uniquement le PIB.

4 • LA GAZETTE DE LA MAURICIE

Ce qui est intéressant aussi, c'est que, cette année, le rapport présente des résultats pour le Québec et le reste du Canada. Alors que le Canada est 25^e sur la liste, le Québec est en 5^e place. Sans le Québec, le Canada descendrait au 35^e rang. Il y a quelque chose qu'on a compris au Québec dans la recette du bonheur, du bien-être collectif.

L'ACA, c'est loin d'être juste une offre de services pour prendre soin de la population. Ce qui rend l'ACA unique, et à ce point structurant, c'est surtout ce que ça permet et ce que ça change : des réponses collectives aux enjeux individuels, une occasion pour les gens de reprendre du pouvoir sur leur vie, la transformation sociale.

La Politique québécoise de reconnaissance de l'action communautaire fête ses 25 ans cette année. Peu de sociétés ont une politique de ce type, avec un financement gouvernemental à la mission qui préserve une autonomie d'action et un filet social structuré et imbriqué comme pilier dans notre société.

On a de quoi être fier-ères ! Et, pourtant, j'ai souvent l'impression qu'on ne voit pas la richesse et le caractère unique, à préserver et à protéger, de l'ACA quand j'entends parler de nous. Il y a un écart encore trop important entre la reconnaissance de l'ACA sur papier et dans la réalité.

Peut-on vraiment parler de reconnaissance quand notre autonomie d'action



PHOTO : DOMINIC BÉRUBÉ

Nous avons un modèle unique au monde institutionnalisé qui se définit ainsi : l'action communautaire autonome. L'ACA.

est constamment fragilisée par du financement par projets et par ententes de services, ce qui nous contraint à répondre aux besoins de l'État plutôt qu'à ceux des communautés ? Quand on nous demande de faire preuve de créativité pour trouver d'autres sources de financement alors que le financement du gouvernement ne représente que 17,3 % de nos revenus à la mission globale ? Est-ce qu'on peut vraiment parler de reconnaissance de l'ACA quand le gouvernement fragmente le milieu en continuant à nous financer à travers différents ministères, avec des logiques sectorielles et des programmes, des redditions de compte et du soutien inégal d'un secteur à l'autre, que ce soit en santé, en éducation, en environnement, en jeunesse, ou en immigration, par exemple ?

Pourtant, on forme un tout.

Le mouvement d'action communautaire autonome, c'est plus de 4 500 organismes au Québec qui agissent di-

rectement sur des enjeux sociaux qui s'entrecroisent et s'influencent : pauvreté, logement, santé mentale, isolement, violence, accès au droit... Tout est lié.

Le communautaire ne serait peut-être pas à boutte si l'ACA était réellement reconnue. Si les élu-es comprenaient pleinement l'action communautaire autonome et avaient le courage de défendre et de porter ce modèle unique au maximum de son potentiel. C'est un modèle qui génère des retombées majeures, tant pour la cohésion sociale que pour l'économie. Selon l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques, chaque dollar investi dans le milieu communautaire québécois génère jusqu'à 12 \$ d'économie en santé.

Il est temps de reconnaître l'ACA pour ce qu'elle est, et de lui donner les moyens d'agir pour qu'elle puisse faire ce qu'elle fait de mieux : transformer la société.

C'est ça, l'ACA. 📌

LE MOUVEMENT COMMUNAUTAIRE À BOUTTE RACONTE SA MOBILISATION

Quand la colère devient locomotive

Le 11 mai dernier, Le Temps d'une pinte, microbrasserie, bistro et torrificateur, à Trois-Rivières, a troqué ses habitudes de fin d'après-midi pour accueillir, à 17 h 30, une rencontre peu ordinaire : des chercheur-euses, des étudiant-es et des acteurs-rices du milieu communautaire réuni-es dans le cadre d'un événement conçu par Patrizia Vinci, organisatrice et mobilisatrice en mouvement communautaire au Centre de formation populaire, de Montréal. Une rare occasion de croiser des savoirs, couronnée par le témoignage de Mathieu Gélinas, figure de proue du mouvement Communautaire à boutte.

DJOCARI LAURIS THÉODORE
JOURNALISTE PIGISTE

UN BAR TRANSFORMÉ EN ESPACE DE RÉFLEXION

Dès l'arrivée des participant-es, l'ambiance du Temps d'une pinte est établie, conviviale, directe, sans les barrières habituelles des colloques universitaires. C'était précisément l'intention de Patrizia Vinci : créer un espace de rencontre informel où des représentant-es du monde de la recherche et du terrain pourraient se parler d'égal à égal. La soirée s'est articulée en trois temps : la présentation des personnalités scientifiques et communautaires présentes, un visionnement d'une capsule de la plateforme Ripostes : les voix du communautaire, puis la prise de parole de Mathieu Gélinas.

LE NETFLIX DU COMMUNAUTAIRE

C'est Patrizia Vinci elle-même qui a qualifié de « Netflix du communautaire » Ripostes : les voix du communautaire, une plateforme codéveloppée avec l'organisme Pair. Gratuite et accessible au grand public, elle archive des vidéos de mobilisations, de rassemblements et de mouvements sociaux de tout le Québec, une forme de mémoire vivante des luttes collectives. La séance de visionnement a non seulement permis à l'assistance de commenter la capsule, mais surtout de mesurer l'ampleur du contenu disponible, avant que l'attention ne se tourne vers Mathieu Gélinas.

DE 4 PANCARTES DANS UN PARC À 50 TERRITOIRES

Avec franchise et un brin d'humour, Mathieu Gélinas a retracé la naissance du mouvement Communautaire à boutte.

Tout a commencé dans un atelier d'éducation populaire et dans un stationnement, entre deux personnes épuisées qui se demandaient comment changer les choses. Les premières actions publiques ne réunissaient que quatre personnes, pancartes « grève sociale » à la main. Les sceptiques n'ont pas tardé à exprimer leurs doutes. Mais le petit noyau a tenu bon.

Ayant rallié 15 organismes initialement, le mouvement s'est officiellement structuré le 20 septembre 2025 avec 25 organismes, avant d'atteindre un sommet de 1 900 membres et de s'étendre à 50 comités à travers le Québec. Pour y arriver, les militant-es ont parcouru 15 000 km virtuels, rejoignant des organismes dans chaque région afin de gagner à la cause, non pas tout le monde, mais celles et ceux qui y croyaient.

La clé, selon Mathieu Gélinas, a été la clarté du message. Plutôt que d'embrasser l'ensemble des problèmes de justice sociale, le mouvement a délibérément concentré ses revendications sur les conditions de travail, dans un secteur où 80 % du personnel est féminin. « Quand je suis allé chez Walmart dans mon coin, il y avait une dame qui disait "j'ai compris". Ça, c'était déjà des premières petites victoires qu'on avait gagnées dans la tête des gens », a-t-il raconté. Et en trouvant des alliés improbables, chemin faisant.

Sur le plan organisationnel, les conseils d'administration des organismes membres ont voté la grève de services, une structure qui a ancré le mouvement dans les instances existantes et lui a conféré une légitimité institutionnelle. Convaincre les conseils les plus réticents



DJOCARI LAURIS THÉODORE

Chercheur-euses, étudiant-es et acteur-trices du milieu communautaire se sont réuni-es dans un événement organisé par Patrizia Vinci, marqué par le témoignage de Mathieu Gélinas du mouvement Communautaire à boutte.

a néanmoins représenté un travail de longue haleine.

Une place à la table, négociée et méritée. Questionné sur la légitimité du mouvement, que plusieurs personnes avaient contestée, Mathieu Gélinas a répondu avec calme : cette légitimité, le mouvement l'a obtenue le jour où il a décidé de bouger, d'agir, de se structurer. Après une année de mobilisation, le mouvement Communautaire à boutte s'est taillé une place aux tables de négociation, au même titre que de grands regroupements établis. « On l'a négociée, cette place-là, parce qu'on mérite aussi, les groupes de base, d'être à cette table-là », a-t-il affirmé.

Des défis demeurent : définir collectivement ce que signifie un salaire décent selon les régions, éviter de reproduire les lourdeurs des grandes structures, démocratiser durablement la parole dans le mouvement. Mais, derrière les chiffres et les stratégies, une conviction plus profonde transparait dans les propos de M. Gélinas : il est temps de réapprendre, ensemble, à rêver pour la collectivité plutôt que de répondre individuellement à chaque besoin.

Ce soir-là, au Temps d'une pinte, ce rêve semblait un peu moins lointain. 📍

Budget participatif : 200 000 \$ à décider collectivement à Nicolet

Depuis 2017, la population de Nicolet a investi 1,12 million de dollars via l'initiative du budget participatif de la Ville : « On rend disponible 1 % du budget total de la Ville pour des initiatives citoyennes », explique Geneviève Dubois, mairesse de Nicolet depuis 2016.



MÉLODIE CHAREST
JOURNALISTE PIGISTE
INITIATIVE DE JOURNALISME LOCAL

La population propose des projets à la Ville et, s'ils satisfont tous les critères d'admissibilité, ils sont soumis au vote du public pour déterminer lequel sera financé. Bref, ce sont des projets « proposés par les citoyen-nes, portés par les citoyen-nes et choisis par les citoyen-nes ».

Du mobilier urbain sur le quai, l'installation d'éclairage sur un terrain de baseball, un parc à chiens, des œuvres d'art : ce sont quelques exemples de projets qui ont vu le jour au cours des neuf dernières années grâce au budget participatif. Ce système revient cette année après

une interruption de deux ans qui a permis à la Ville d'y apporter des modifications.

Dans sa formule initiale, une équipe citoyenne prenait en charge certaines étapes de planification, comme la recherche de soumissions. Maintenant, cette responsabilité tombe sur la table de travail de l'équipe municipale. À partir de cette année, la Ville réalise également un premier tri des projets soumis avant la période de vote afin d'assurer une cohérence entre les propriétés municipales et les subventions disponibles à leur réalisation : « La Ville se garde un droit de regard pour s'assurer que les projets se réalisent au bon moment », précise la mairesse.

La Ville de Nicolet est une pionnière de l'instauration d'un budget participatif du Québec. Au cours des dernières années, Drummondville et Trois-Rivières lui ont emboité le pas. En raison des pressions financières qui pèsent sur les municipalités, il n'est pas rare que ce



PHOTO : GRACIEUSE VILLE DE NICOLET

La mairesse Geneviève Dubois, avec des citoyen-nes de Nicolet, ville pionnière de l'instauration du budget participatif au Québec.

genre d'initiatives soient les premières à être coupées dans le budget.

Nicolet ne ferme pas la porte à la possibilité de réévaluer la forme que prendra le budget participatif dans le futur : « Ce qui est important pour moi et pour le conseil

municipal, c'est de garder la culture de participation citoyenne vivante à Nicolet », affirme madame Dubois. 📍

Galerie de photos
notregazette.com

La science cherche sa place dans les décisions publiques

La science est essentielle à l'élaboration des politiques publiques. Des hôtels de ville québécois aux gouvernements de l'Afrique de l'Ouest, un même défi.



DJOCARI LAURIS THÉODORE
JOURNALISTE
INITIATIVE DE JOURNALISME LOCAL

Du 11 au 15 mai 2026, l'Université du Québec à Trois-Rivières accueillait le 93^e congrès de l'Association francophone pour le savoir (ACFAS). Parmi les colloques qui ont marqué la deuxième journée, deux ont posé, chacun à sa manière, la même question fondamentale : comment faire en sorte que la science éclaire vraiment les décisions qui touchent la vie des gens ? Les réponses sont venues d'horizons différents, mais elles se rejoignent sur l'essentiel.

AU QUÉBEC, UN RÔLE ENCORE JEUNE MAIS DÉJÀ INDISPENSABLE

Des directeur-trices généraux-ales, des conseiller-ères scientifiques en chef et des chercheur-euses se sont réunis pour dresser un portrait de la fonction de conseiller-ère scientifique municipale, en pleine expansion dans les Municipalités et les Villes québécoises depuis environ trois ans. Le constat est net : l'utilité du rôle fait l'unanimité, mais ses contours restent à définir.

Au cours du premier colloque, une étude qualitative menée auprès de 26 participant-es entre septembre 2025 et janvier 2026 dans 12 Municipalités a permis de mieux cerner ce rôle émergent. Résultat central : le conseiller ou la conseillère scientifique agit avant tout comme « un courtier ou une courtière de connaissances », soit un traducteur ou une traductrice entre l'expertise scientifique et les besoins concrets des administrations locales. Comme l'a formulé un des animateurs du colloque : « Ce n'est pas juste ajouter une nouvelle ressource, c'est créer deux mondes qui n'ont pas forcément les mêmes réflexes, les mêmes temporalités, les mêmes habitudes. »

L'étude a aussi révélé que les collaborations réussies reposent souvent sur des



Du 11 au 15 mai 2026, l'Université du Québec à Trois-Rivières accueillait le 93^e congrès de l'Association francophone pour le savoir (ACFAS).

relations humaines déjà établies plutôt que sur des ententes formelles. Quatre grands profils ont émergé : le conseiller ou la conseillère de proximité dans les petites Municipalités, le conseiller-chercheur ou la conseillère-chercheuse en réflexion éthique, le comité multidisciplinaire pour les grandes Villes, et le ou la scientifique en chef intégré-e à temps plein dans les organisations. Ce colloque, co-organisé notamment par des chercheurs et chercheuses de l'UQTR, dont Simon Barnabé et Nicholas Fecteau, place Trois-Rivières au cœur de cette réflexion nationale.

EN AFRIQUE DE L'OUEST, LA MÊME QUESTION, À PLUS GRANDE ÉCHELLE

Plus tard dans la journée, Deo-Gracias Sedjro Oloyede Houndolo, un économiste du développement béninois et coordonnateur régional du programme West Africa Capacity-building and Impact Evaluation (Renforcement des capacités et d'évaluation d'impact en Afrique de l'Ouest, ou WACIE), de l'ini-

tiative internationale pour l'évaluation d'impact 3ie, a présenté une expérience menée depuis près de huit ans dans les huit pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine. Son message rejoint directement celui qu'on avait entendu au colloque du matin : produire de bonnes données scientifiques ne suffit pas, il faut créer les conditions pour qu'elles soient utilisées.

M. Houndolo a tenu à corriger une idée reçue. Les décideurs et décideuses politiques ne sont pas hostiles à la science, mais veulent savoir ce qui fonctionne et éviter les erreurs coûteuses. Mais elles travaillent sous pression, entre urgences, budgets limités et cycles électoraux courts. « Sans confiance, la preuve est suspecte. Sans confiance, le chercheur est perçu comme extérieur », a-t-il affirmé.

Pour relier chercheur-euses et décideurs-euses, le programme WACIE a développé un dispositif appelé

helpdesk, une infrastructure d'interface qui transforme des questions administratives urgentes en questions scientifiques traitables : par exemple, efficacité des cantines scolaires, abandon scolaire des filles, effets des transferts monétaires sur la malnutrition.

UN ÉCHO POUR ICI

Qu'il s'agisse du conseil municipal de Victoriaville ou d'un ministère du Bénin, le défi est le même : bâtir la confiance, adapter le format, respecter les temporalités. Dans des régions comme la Mauricie, Lanaudière ou le Centre-du-Québec où les enjeux de gestion environnementale, de développement industriel et d'acceptabilité sociale exigent des décisions de plus en plus complexes, ces réflexions ne sont pas abstraites. Elles dessinent le profil d'une gouvernance publique qui reste à construire, ici comme ailleurs.

PHOTO : DJOCARI LAURIS THÉODORE

ENTREVUES D'ARTISTES

Des entrevues exclusives, animées par Isabelle Padula, avec des artistes passionné-es, inspirant-es et engagé-es !

Paroles vraies.
Rencontres authentiques.
Passion d'ici.

Nous allons à leur rencontre !

g

notregazette.com

Koko et sa bande | Anik St-Pierre | Kris Kinokewin | Stéphane Carbonneau | QW4RTZ

BALADO DISPONIBLE SUR VOS PLATEFORMES D'ÉCOUTE PRÉFÉRÉES
Production de La Gazette de la Mauricie
Réalisée par Nous TV Mauricie
En collaboration avec FestiVoix et Vinylia

L'IA S'INSTALLE DANS LES SALLES DE CLASSES...

Et les politiques peinent à suivre

Sur 10 établissements d'enseignement supérieur anglophones du Québec, 5 seulement mentionnent la traduction par intelligence artificielle dans leurs politiques : on ne parle pas ici de l'encadrer, simplement de la mentionner. C'est l'un des constats présentés le 12 mai 2026 au 93e congrès de l'Association francophone pour le savoir (ACFAS) à l'UQTR, lors d'une journée où deux équipes de recherche ont mis des chiffres sur ce que beaucoup d'enseignant-es pressentaient déjà : les étudiant-es utilisent ces outils. Les institutions, elles, cherchent encore quoi en faire.

DJOCARI LAURIS THÉODORE

JOURNALISTE PIGISTE

DES RÈGLES QUI N'ARRIVENT PAS AUX ÉTUDIANT-ES

L'équipe de María Sierra Córdoba Serano, Ugo Gauthier Ellefsen, Myrelle Bergevin et Caroline Gras, de l'université McGill, a épluché les politiques de trois universités et de sept cégeps anglophones québécois. Ce qui ressort n'est pas un manque total de règles, mais une incohérence frappante entre ce qui est écrit et ce qui est transmis. L'université McGill classe la traduction multilingue comme un usage à risque faible à modéré. Les cégeps Champlain et Marianopolis laissent la décision aux enseignant-es, et Dawson renvoie à des lignes directrices européennes. Chaque établissement agit à sa façon.

Un sondage envoyé à 5 000 étudiant-es de cycles supérieurs à McGill a recueilli 144 réponses. Résultat : 59 % disaient connaître les lignes directrices de leur institution, mais 51 % n'avaient jamais reçu de directive concrète du personnel enseignant. La politique existe sur papier. Elle ne se rend pas toujours jusqu'à la classe.

UN PAYS MORCELÉ, DES EXCEPTIONS QUI INTERPELLENT

Mame Fatou Seck, de l'Université d'Ottawa, a pour sa part cartographié



PHOTO : DJOCARI LAURIS THÉODORE

L'équipe derrière le colloque Éducation et IA de l'Observatoire international sur les impacts sociétaux de l'IA et du numérique, au congrès de l'ACFAS 2026

comment les provinces canadiennes encadrent l'IA générative dans les établissements préscolaires, primaires et secondaires. Sur 34 documents trouvés et étudiés, 5 répondaient aux critères d'analyse. Le résultat est donc un paysage fragmenté où chaque province avance seule, sans cadre canadien commun.

Dans ce portrait, le Nouveau-Brunswick se distingue. La province a produit deux

guides, l'un avec ses conseils scolaires anglophones, l'autre avec ses conseils scolaires francophones, pour ancrer explicitement le développement de la culture acadienne et francophone dans l'intégration de l'IA. Deux documents, deux langues, deux réalités : pas une traduction l'un de l'autre. C'est peut-être la seule province qui a pris le temps de se poser la question : pour qui, exactement, on écrit ces règles ? La Colom-

bie-Britannique, de son côté, est la seule à intégrer les savoirs autochtones dans ses guides, reconnaissant que certaines communautés font face à des barrières d'accès liées directement à la colonisation. Deux provinces, deux angles que les autres n'ont pas encore saisis.

Les deux équipes de recherche poursuivent leurs travaux. 📧

LE CÉGEP DE TROIS-RIVIÈRES PREND LES DEVANTS SUR L'IA

9 principes pour naviguer dans le tsunami numérique

Quand Réjean Trottier a commencé à parler d'intelligence artificielle à ses collègues du Cégep de Trois-Rivières, certains professeurs couraient après lui dans les corridors pour lui confier en secret qu'ils utilisaient déjà des outils comme ChatGPT. Comme si c'était honteux. Comme si c'était un aveu. C'est ce climat-là, fait d'incertitude et de culpabilité, qui a convaincu l'enseignant et responsable de l'IA au Cégep qu'il fallait agir. Il est venu en parler le 12 mai 2026 au 93e congrès de l'ACFAS, à l'UQTR.

DJOCARI LAURIS THÉODORE

JOURNALISTE PIGISTE

UN ÉCART QUI A TOUT DÉCLENCHÉ

Le point de départ est un chiffre difficile à ignorer. Un sondage interne a révélé que 85 % des étudiant-es utilisaient déjà l'intelligence artificielle, contre seulement 34 % du personnel enseignant. Pas parce que les profs étaient contre. Plutôt parce qu'ils-elles n'avaient pas de repères. La demande numéro un qui est sortie des questionnaires, autant du côté des 91 enseignant-es que des 136 étudiant-es ayant répondu, était la même : des lignes directrices claires.

Trottier a choisi de ne pas attendre. « Je suis enthousiaste, mais je ne suis pas niais. » La phrase résume bien la posture : reconnaître le potentiel sans fermer les yeux sur les risques, le plagiat, la vie privée, la dépendance aux outils, l'impact environnemental.

UNE POLITIQUE CONSTRUITE AVEC TOUT LE MONDE

Pendant plus d'un an, le Cégep a consulté syndicats, direction pédagogique, direction des études, coordonnateurs-rices de départements, enseignant-es, étudiant-es, conseillers-ères pédagogiques et comité d'intégrité académique. Le résultat est une poli-

tique qui repose sur neuf principes directeurs : l'humain au cœur des décisions, le respect de la vie privée et de la diversité, l'intégrité intellectuelle et la transparence, la responsabilité partagée, l'utilisation responsable et durable, l'innovation pédagogique, la collaboration, la compétence numérique et l'évaluation continue des pratiques.

L'humain en premier, c'est le choix assumé de Trottier. Pas pour ralentir l'adoption de l'IA, mais pour s'assurer que ce soit toujours la personne qui décide, qui analyse, qui juge. L'outil suit. Pas l'inverse.

AGIR AVANT QUE LE TSUNAMI ARRIVE

Trottier a comparé l'arrivée de l'IA à un tsunami qui s'approche pendant qu'on cherche une chaise au soleil sur la plage. L'image a fait son effet dans la salle. Pendant que certains établissements hésitaient encore, les étudiant-es utilisaient déjà ces outils tous les jours. La politique, inspirée notamment de l'UNESCO, de l'Université de Sherbrooke, de la Déclaration de Montréal et du ministère de l'Éducation, était prête pour la rentrée 2025. 📧

Syndicat des professeur(e)s du Cégep de Trois-Rivières

fneeq CSN
Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec

Au front pour défendre les conditions essentielles à la réussite étudiante

Un « fleuron » québécois en eaux troubles !

L'agence de sécurité GardaWorld, cette grande entreprise québécoise dans laquelle Investissement Québec a injecté quelque 300 millions de nos impôts, se retrouve en eaux troubles et, conséquemment, sous les feux croisés des médias, dont Radio-Canada, CBC, le Journal de Montréal et Pivot.



JEAN-CLAUDE LANDRY
COLLABORATEUR



Croiser un gardien ou une gardienne de GardaWorld à l'accueil d'un centre hospitalier, d'un centre commercial, d'un magasin grande surface ou lors d'un événement à grand déploiement est chose commune.

On imagine mal cependant les voir « arpenter » les couloirs d'un centre de détention pour y « maintenir la sécurité et l'ordre », « collaborer étroitement pour créer un environnement sûr et ordonné » et contribuer à de possibles « interventions physiques », comme l'annonce la description de tâches d'emplois à pourvoir en prison aux États-Unis. Et pas n'importe quelle prison.

Il s'agit de la South Florida Detention Facility, mieux connue sous le nom évocateur d'Alligator Alcatraz, où les conditions de détention sont qualifiées « d'inhumaines, de dégradantes et d'in-

salubres » par Amnistie internationale. Une prison, au surplus, qui est sous la responsabilité de ICE (Immigration and Customs Enforcement), cette contestée police des frontières dont les comportements violents des agents masqués et les exactions à l'égard des citoyens et citoyennes font régulièrement la manchette. Une police que le gouverneur de l'État du Minnesota, Tim Walz, n'a pas hésité à qualifier de « Gestapo moderne au service de Donald Trump ».

Sorte de tente géante, Alligator Alcatraz a été implantée au cœur de la région marécageuse des Everglades, en Floride, afin d'y accueillir jusqu'à 3 000 détenu-es dont la grande majorité n'aurait ni dossier criminel ni antécédent judiciaire, 3 000 détenues confinées dans des cages grillagées de 28 mètres carrés pour 31 personnes n'ayant accès qu'à une seule toilette. Les conditions de détention y sont telles qu'on qualifie ce centre de « prison de l'enfer » en raison des conditions d'incarcération : des toilettes qui débordent, des matières fécales qui s'infiltrant dans les dortoirs, un accès limité aux douches et un éclairage permanent, entre autres.

Forte de contrats totalisant plus de 100 millions de dollars, GardaWorld assure la fourniture de gardien-nes de sécurité armé-es, de superviseur-euses, de transporteur-euses médicaux-cales, de

camions sécurisés, d'équipements de transport, d'interprètes, de coiffeuses. Ces tâches font partie des très nombreuses missions de GardaWorld, devenue au fil de temps, dit-on, l'un des rouages essentiels de ce tristement célèbre centre de détention.

Qui plus est, la filiale états-unienne de l'entreprise québécoise, GardaWorld Federal Services, située en Virginie, vient de conclure avec le département de la Sécurité intérieure un contrat visant à mettre à la disposition de ICE des agent-es de sécurité pour la détention d'urgence et des services connexes pour les migrant-es placé-es en détention. Quels types de services connexes ? Impossible de le savoir, l'entreprise invoquant « des obligations contractuelles » pour ne pas en dire plus à l'équipe d'enquête de Radio-Canada qui l'a interrogée à ce sujet. Même silence radio lors des tentatives de la directrice d'Amnistie internationale Canada pour rejoindre la direction de l'entreprise afin d'en savoir davantage sur son implication aux côtés de ICE.

Ces agissements controversés de GardaWorld ont amené Amnistie internationale à lancer une pétition demandant notamment à l'entreprise de mettre fin immédiatement à tous ses contrats, ententes ou partenariats aux États-Unis avec l'agence fédérale américaine ICE. Et le 3 février dernier, en raison des en-

traves au respect des droits humains, le deuxième parti d'opposition à l'Assemblée nationale, Québec solidaire, a déposé une motion demandant de cesser d'octroyer des fonds à des entreprises liées à ICE, comme GardaWorld, mais la motion a été bloquée par le gouvernement.

Que sont devenus le sens de l'éthique d'entreprise et le souci du respect des droits humains ?

Sources disponibles
notregazette.com

Vous nous lisez, ON VOUS VERRA !

Scannez pour accéder au **KIT MARKETING de La Gazette**

Les traces de l'inclusion, histoires de vie inspirantes

Originaire du Sénégal, Fatou Dia est arrivée au Québec il y a trois ans avec le désir de poursuivre ses études universitaires. Attirée par la qualité des universités québécoises, elle a choisi de venir faire une maîtrise en mathématique informatique appliquée.

À son arrivée, elle a été marquée par l'accueil chaleureux des gens, mais aussi par la découverte de l'hiver québécois, une expérience bien différente de son pays d'origine. Elle a choisi de s'installer à Trois-Rivières pour son calme et les opportunités de travail qu'offre la région.

Informaticienne de formation, Fatou Dia nourrit également une grande passion pour la cuisine. Cette passion l'a amenée à fonder le restaurant Chez Fatou, un projet entrepreneurial qui lui permet de faire découvrir la richesse et les saveurs de la cuisine sénégalaise. Aujourd'hui, elle est particulièrement fière d'avoir obtenu son diplôme universitaire tout en réussissant à créer son entreprise.

Les enjeux qui lui tiennent le plus à cœur sont l'intégration des nouveaux arrivants au Québec ainsi que le développement

de son restaurant. À travers son parcours, elle souhaite contribuer au rapprochement des cultures et offrir un espace de découverte culinaire et de partage.

Pour l'avenir, Fatou Dia souhaite développer une chaîne de restaurants afin de faire rayonner davantage la cuisine sénégalaise. Elle désire également poursuivre une carrière dans le domaine de l'informatique, un secteur qui continue de la passionner.

Aux nouveaux arrivants, elle conseille d'être patients, persévérants et confiants dans leurs choix afin de mieux s'intégrer et de réaliser leurs projets. Elle tient également à remercier les Québécois et Québécoises pour leur accueil et leur hospitalité, qui ont facilité son adaptation à sa nouvelle vie au Québec.



Fatou Dia



Série complète disponible sur Youtube
youtube.com/@gazetteauricie



La méthode scandinave : « La parité des genres ne se fera pas avec une baguette magique »

Dans son documentaire *La méthode scandinave*, la réalisatrice Anik Salas part à la rencontre des sociétés scandinaves pour comprendre la clé de leur succès en matière d'égalité des genres. Son constat ? Leur avance dans ce domaine n'est pas tombée du ciel. Véritable appel à l'action, le film lancé aux 44e Rendez-vous Québec Cinéma, à Montréal, sera dans les cinémas à partir du 5 juin.



GENEVIÈVE QUESSEY
JOURNALISTE PIGISTE

L'égalité entre les genres a-t-elle un mode d'emploi ? Anik Salas a grandi à Trois-Rivières en se posant beaucoup de questions à ce sujet. Elle est aujourd'hui réalisatrice et présidente de l'organisme Réalisatrices équitables, dont l'objectif est l'atteinte de l'équité pour les femmes dans le domaine de la réalisation au Canada. Son film *La méthode scandinave*, produit par Christine Falco des Films Camera Oscura, apporte quelques réponses.

« En faisant ce film, j'ai voulu aller chercher des solutions concrètes. Les personnes qui sont en haut du classement au niveau de l'égalité des genres, qu'est-ce qu'elles font qu'on n'a pas compris, ici au Canada ? » s'est-elle demandé.

Entre la Norvège, la Suède et l'Islande, la quête documentaire d'Anik Salas lui a permis de rencontrer des politiciennes, des dirigeantes et d'autres femmes impliquées dans les milieux communautaires et dans l'éducation. On comprend à travers leurs témoignages que rien n'est tributaire de la génétique scandinave, ni

tombé du ciel, et qu'il a fallu beaucoup de travail pour progresser vers l'égalité des genres dans les différents paliers de la société.

« Il n'y a pas de baguette magique. C'est une question de volonté, dit Anik Salas en entrevue. Il a fallu que des mesures de parité soient imposées et surtout qu'elles soient appliquées. Au Québec, on a fait une loi sur l'équité salariale, mais il y a toujours 18 % d'écart salarial au détriment des femmes. Comment ça se fait qu'on n'a pas réussi ? C'est comme si on avait les valeurs et les bonnes intentions, mais qu'on ne les applique pas. Il faut agir. »

Dès 2003, la Norvège a adopté une loi obligeant les sociétés d'État et les entreprises cotées en Bourse à respecter un quota de 40 % de femmes dans leur conseil d'administration. Si la mesure a fonctionné, et qu'aujourd'hui la grande majorité des sociétés se conforme à la règle, c'est parce que cette loi, proposée par un député homme conservateur, impliquait des mesures coercitives.

Faudrait-il ce genre de mesure pour que la parité fonctionne au Québec, où 35,2 % des personnes élues à titre de députés au fédéral et au provincial et à la tête des villes sont des femmes, tandis qu'elles n'occupent que 20 % des postes dans les conseils d'administration des entreprises ?



PHOTO : GRACEUSETTE KATERINE GIGUÈRE

Anik Salas, réalisatrice, dans son film *La méthode scandinave*, tourné en Suède, en Islande et en Norvège.

À travers les entrevues qu'elle a menées pour *La méthode scandinave*, la réalisatrice a découvert que, même dans les pays scandinaves, la parité est imparfaite et doit faire l'objet d'une vigilance et d'un travail de tous les instants. Là-bas comme ici, l'influenceur masculiniste Andrew Tate fait des ravages dans la tête des jeunes garçons. À titre de solution, un cours de « genres » a été mis en place dans les écoles secondaires en Islande pour inciter les jeunes à réfléchir à ces questions.

« Je pensais que les hommes scandinaves étaient tous pro-féministes, mais quand j'ai entendu les témoignages des femmes là-bas, je suis tombée de haut en réalisant que la violence conjugale est encore un gros problème dans les trois pays que j'ai visités. Ça m'attriste beaucoup. Une

chose est sûre, on n'arrivera pas à la parité sans les hommes, il faut qu'ils s'impliquent. Ce sont encore eux qui sont en position de pouvoir », dit Anik Salas.

Pour la réalisatrice, la solution est dans l'action et dans la mobilisation de la société tout entière. « On doit revoir notre socialisation, nos politiques. L'égalité se bâtit dans le couple, dans la famille, mais aussi au gouvernement, dans les institutions. On a besoin de l'administration pour baliser et il faut que tout le monde s'implique », poursuit-elle.

Le documentaire de 90 minutes *La méthode scandinave* est en salle à partir du 5 juin. La réalisatrice Anik Salas sera présente le 12 juin au Cinéma Le Tapis Rouge, à Trois-Rivières, pour s'entretenir avec le public.

FEMMES

Masculinisme : un discours qui séduit... et qui inquiète

« Un homme devrait pouvoir décider ce que sa partenaire porte, publie sur les réseaux sociaux ou avec qui elle parle. » Ce type de propos, choquant, circule pourtant aujourd'hui au Québec. Dans ces idées s'exprime le masculinisme, un courant de pensée qui prétend défendre les hommes mais qui repose souvent sur l'antiféminisme et la misogynie.

ORNELLIA STELLA DOSSOU
INTERVENANTE SOCIALE



Sa popularité chez les jeunes soulève des inquiétudes, car ce courant contribue à renforcer les inégalités de genre et à banaliser des comportements problématiques. Face à cette montée du masculinisme, une attitude demeure essentielle : comprendre pour mieux agir.

Le masculinisme est un mouvement qui s'oppose aux avancées vers l'égalité entre les genres. Il valorise une vision de la masculinité basée sur la force, le contrôle et la domination. Au cœur de ces discours, on retrouve souvent le concept d'une « crise de la masculinité », qui établit que les hommes seraient aujourd'hui menacés par les femmes et le féminisme.

Ces idées circulent largement dans la « manosphère », un ensemble de communautés en ligne qui diffusent des contenus antiféministes. Contrairement à ce que certains affirment, il ne s'agit pas simplement de soutenir les hommes ou leur bien-être ; en effet, promouvoir la santé mentale ou l'autonomie financière est légitime.

UN PHÉNOMÈNE ANCIEN, AMPLIFIÉ AUJOURD'HUI

Le masculinisme n'est pas nouveau, car il s'inscrit dans un système plus large : le patriarcat, qui a historiquement favorisé le pouvoir des hommes sur les femmes. Aujourd'hui, les réseaux sociaux ravivent et amplifient ces idées en les rendant plus accessibles, surtout auprès des jeunes.

DES STRATÉGIES D'INFLUENCE EFFICACES

Les contenus masculinistes ne sont pas toujours explicites. Ils commencent souvent par des messages sur la réussite personnelle, la confiance en soi ou les relations homme-femme, puis introduisent progressivement des idées plus problématiques.

On y remarque des thèmes récurrents :

- Domination masculine : un « vrai homme » doit être fort, riche, dominant et ne pas montrer ses émotions.
- Subordination des femmes : elles devraient être soumises ou dépendantes.
- Stéréotypes de genre : les femmes seraient moins rationnelles et plus manipulatrices.
- Victimation masculine : les hommes seraient désavantagés par le féminisme, dans une supposée « guerre des sexes ». Ces discours simplifient la réalité et alimentent des tensions inutiles.

POURQUOI EST-CE PRÉOCCUPANT ?

Ces propos masculinistes entraînent des conséquences bien réelles. De fait, en valorisant le contrôle et la domination, ils peuvent banaliser des relations inégales et nuire au respect du consentement.

Ils renforcent aussi des croyances dangereuses liées à la violence sexuelle, comme blâmer les victimes, minimiser les agressions et remettre en question la parole des personnes qui dénoncent. Dans ce contexte, l'attention se déplace parfois vers la protection des agresseurs plutôt que vers le soutien aux victimes.

POURQUOI LES JEUNES Y ADHÈRENT-ILS ?

Ces discours jouent sur des insécurités bien réelles : peur du rejet, sentiment d'échec, pression de performance. Et ils promettent des solutions simples à ces situations : succès, richesse et reconnaissance.

À une période de leur vie où les jeunes construisent leur identité, ces messages peuvent être séduisants. Certains influenceurs projettent une image attrayante de réussite. Progressivement, des jeunes adhèrent non seulement aux conseils proposés, mais aussi aux concepts qui les sous-tendent.

UNE RÉPERCUSSION SUR TOUS ET TOUTES

Le masculinisme ne nuit pas seulement aux femmes. Il impose aussi aux hommes des modèles rigides : être forts, dominants, performants, sans laisser de place à la vulnérabilité et à la diversité. Conséquemment, ceux qui ne correspondent pas à ces standards peuvent se sentir inadéquats.

La tendance masculiniste contribue également à accroître l'hostilité envers certaines communautés, notamment les personnes de la diversité sexuelle et de genre.

QUE FAIRE ?

La solution passe par l'éducation et le dialogue.

- À la maison : s'intéresser à ce que les jeunes consomment en ligne, discuter ouvertement des relations et de l'égalité.
- À l'école : développer l'esprit critique, déconstruire les mythes et aborder les problèmes liés aux genres.
- Chez les jeunes : vérifier les sources, poser des questions, en parler avec des adultes de confiance.

La sensibilisation offre des ressources pertinentes pour comprendre ces discours et développer l'esprit critique.

Article intégral
notregazette.com

La Mauricie brille aux Lauriers de la gastronomie 2026

Deux des plus importants prix des Lauriers de la gastronomie 2026, soit Restaurant de l'année et Chef de l'année, ont été remportés par des entreprises de la Mauricie lors du gala de remise de prix tenu le 4 mai dernier au Centre Pierre-Péladeau, à Montréal.

GENEVIÈVE QUESSY
JOURNALISTE PIGISTE

La Microbrasserie Le Presbytère, de Saint-Stanislas-de-Champlain, a été sacrée Restaurant de l'année 2026. L'entreprise familiale, où plusieurs générations mettent la main à la pâte, s'implique activement dans la promotion des produits du terroir et dans le développement de la gastronomie québécoise. Au cours des derniers mois, la Microbrasserie Le Presbytère avait également reçu le Prix restaurateur Aliments du Québec au menu 2025, récompensant son engagement à utiliser plus de 90 % d'ingrédients québécois.

Les propriétaires Isabelle Dupuis et Francis Boisvert sont montés sur scène pour recevoir leur prix. « Depuis 1998 qu'on est dans le domaine de l'alimentation, on mène un projet orienté vers les produits du terroir du Québec, que ce soit dans la bouffe, l'alcool ou les vins. On est très fiers de ça », a dit Francis Boisvert, qui brasse des bières artisanales aromatisées d'herbes et de

fruits locaux et servis exclusivement sur place.

Le prestigieux prix Chef de l'année a quant à lui été décerné à Samy Benabed, chef et copropriétaire de l'Auberge Saint-Mathieu, à Saint-Mathieu-du-Parc. « Ça fait trois fois que je suis en nomination, mais je ne m'y attendais pas du tout. Le prix m'est remis, mais sans la cohésion de l'équipe qu'on a à l'Auberge Saint-Mathieu, ça ne serait vraiment pas possible », a dit Samy Benabed. L'Auberge Saint-Mathieu offre un menu de saison, qui évolue selon la disponibilité des produits de ses partenaires producteurs et productrices de la région.

Le Snack Bar Chez Melo, de Saint-Mathieu-du-Parc, était également en nomination dans la catégorie Cantine de l'année, sans toutefois remporter le prix. Même chose pour Les Délices d'automne de Trois-Rivières, qui étaient en nomination dans la catégorie Événement gastronomique de l'année et pour le prix du Tourisme gastronomique. 📍



Isabelle Dupuis et Francis Boisvert de la Microbrasserie Le Presbytère sont montés sur scène pour cueillir le prix Restaurant de l'année pour leur microbrasserie mettant en valeur les produits du terroir.

Une pluie de prix pour l'Auberge Saint-Mathieu

L'Auberge Saint-Mathieu a été honorée d'une étoile Michelin, d'une étoile verte Michelin, et du prix Michelin du Jeune chef, deux jours après que son chef et copropriétaire Samy Benabed a reçu le prix Chef de l'année des Lauriers de la gastronomie.

GENEVIÈVE QUESSY
JOURNALISTE PIGISTE

En 2025, le Guide Michelin a visité le Québec pour la première fois pour inclure certains restaurants dans sa sélection. L'Auberge Saint-Mathieu, de Saint-Mathieu-du-Parc, s'était alors vu accorder une étoile verte (leader en gastronomie consciente) récompensant ses efforts en matière d'écoresponsabilité.

Cette mention lui a été renouvelée pour l'édition 2026 du Guide Michelin, dont les recommandations ont été révélées le 6 mai dernier.

L'Auberge Saint-Mathieu fait également partie des 13 restaurants qui ont reçu cette année une étoile Michelin qui souligne leur cuisine de grande qualité. Son chef, Samy Benabed, a aussi reçu le prix Michelin du Jeune chef, ce qui fait de l'auberge Saint-Mathieu le restaurant ayant obtenu le plus grand nombre de distinctions de la sélection québécoise 2026.

Le restaurant de l'auberge de 10 chambres, située au bord du lac Belle-

mare, a séduit le comité du Guide Michelin par sa cuisine de saison basée sur le terroir local.

« On crée une cuisine qui évolue en fonction des ingrédients qu'on a sous la main, au fil des saisons. On travaille avec plusieurs fermes partenaires, majoritairement de la région, et d'un peu plus loin quand il s'agit des produits de la mer », explique Samy Benabed en entrevue.

La recommandation du Guide Michelin qui apparaît dans le guide et sur son application mobile se lit comme suit : Auberge Saint-Mathieu (Saint-Mathieu-du-Parc ; cuisine créative)

Située près du parc national de la Mauricie, au bord du lac Bellemare, cette auberge champêtre entourée d'une forêt à des airs de carte postale. Le chef Samy Benabed concocte une cuisine locavore, avec des assiettes esthétiques qui font feu de tout bois : cuissons au barbecue, méthodes de conservation inspirées de la Scandinavie (lactofermentation, déshydratation...), épices et agrumes québécois en parfaite harmonie. Son dumpling en trompe-l'œil, farce de porc, bouillon de miso blanc et matsutake en est un bon exemple. Un comptoir bu-



Le menu de l'auberge Saint-Mathieu a séduit le comité de sélection du Guide Michelin.

vette, qui sert également de coin épicerie, propose une restauration simple (à la belle saison uniquement). Un endroit idéal pour se ressourcer, doté d'une dizaine de chambres douillettes.

Un autre restaurant de la Mauricie apparaît au Guide Michelin Québec 2026 dans la section des restaurants recommandés : l'Épi, buvette de quartier, de Trois-Rivières. 📍



Trois-Rivières

819 697-3711

administration@aqdrtr.com

Pour la défense des droits, l'information, l'accompagnement et la participation citoyenne des aîné-es, l'AQDR est là pour vous... depuis 30 ans !

Nouvelle adresse, même mission essentielle

Venez nous voir à nos nouveaux locaux :

5195, boul. des Forges, bureau 109
Trois-Rivières, Québec, G8Y 4Z3

AQDR ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DE DÉFENSE DES DROITS DES PERSONNES RETRAITÉES ET PRÉRETRAITÉES



Des malteries près de chez vous

Le travail des malteries est plutôt méconnu, mais pourtant ô combien important. Car sans malterie, pas de malt, et sans malt, pas de bière.



GENEVIÈVE QUESSY
JOURNALISTE PIGISTE

On sait que la bière est produite à partir de céréales, de levure et d'eau. Certaines recettes incluent du houblon pour ses arômes, d'autres herbes ou des fruits, mais l'essentiel demeure la céréale, le plus souvent de l'orge mais parfois aussi du blé ou encore du seigle. Ces céréales doivent passer par un processus appelé maltage, de façon à transformer les amidons en sucres fermentescibles et à développer les enzymes nécessaires au brassage.

LE MALTRAITEUR

« On commence par faire tremper les grains dans des cuves, pour activer la germination », explique Luc Lévesque, propriétaire du Maltraiteur, à Trois-Rivières. Dans cette petite malterie, le malt est produit de deux façons. La façon traditionnelle est celle du « malt plancher », où le grain, après le trempage, est étendu sur un plancher et remué avec un râteau afin de l'aérer et de favoriser la germination ; c'est une étape qui dure trois ou quatre jours. La façon plus moderne est toutefois de faire tourner le grain dans de grosses cuves mécanisées équipées de vis sans fin.

Les grains germés sont ensuite envoyés au séchage. « Dans le jargon du maltage, on parle de touraillage. On met le grain dans ce qu'on appelle une touraille, une sorte de four ou de séchoir, avec des ventilateurs et une température contrô-

lée », explique Luc Lévesque. À cette étape, le grain prendra sa couleur plus ou moins foncée, déterminant si le résultat sera un malt pilsner, pour faire une bière bien blonde, ou un malt caramel, qui donnera une bière plus rousse ou ambrée.

Tout le grain malté sur place provient de 50 km à la ronde, donc d'abord de la Mauricie.

INNOMALT

De l'autre côté du pont Laviolette, à Bécancour, la malterie Innomalt poursuit son développement. En 2027, l'entreprise prévoit doubler sa capacité de production pour atteindre 7 000 tonnes de malt, ce qui en ferait l'une des plus importantes micromaltes au Québec. Ses installations pourraient en produire encore le double.

« Par contre, ça reste marginal. Il ne faut pas oublier que, dans l'Ouest, certaines malteries en font des centaines de milliers de tonnes, nuance Raphaël Sansregret, cofondateur d'Innomalt avec Pascal Viens. Chez Innomalt, on s'approvisionne à 100 % de grains québécois, d'un peu partout à travers la province. Plusieurs coopératives de producteurs font partie de nos actionnaires, alors on priorise leurs grains. » Ce ne sont pas tous les grains qui peuvent donner lieu au maltage, car ils doivent remplir une série de critères.

Pour destiner une production d'orge au brassage de la bière, il faut d'abord choisir une semence de catégorie brassicole. La récolte doit ensuite être faite au bon moment, sans trop d'humidité, pour que le grain ne germe pas au champ, ce qui le rendrait impropre au maltage.

La malterie Innomalt est équipée pour faire tous les tests qui servent à déterminer si le grain se qualifie. Il faut entre autres établir le potentiel de germination du grain, et écarter la présence de toxine. « On a même développé des tests spécialement pour l'orge du Québec, après avoir réalisé qu'il ne se comportait pas comme l'orge de l'Ouest. On considérait que l'information qu'on obtenait n'était pas suffisamment pertinente », dit Raphaël Sansregret.

Même si de plus en plus de microbrasseries emploient du malt québécois,

cette évolution n'est pas aussi spectaculaire qu'elle pourrait l'être, déplore-t-il. « La majorité des grains utilisés viennent des consortiums internationaux, dit Raphaël Sansregret. C'est un peu fâchant, parfois, de voir des brasseries faire la promotion de la consommation locale, quand elles n'utilisent pas de malt québécois. Je pense que certaines n'ont juste pas envie de changer leurs habitudes. Ce n'est pas une question de prix ou de qualité, parce que les micromaltes québécoises font un excellent produit, sinon l'Ontario et le Nouveau-Brunswick ne nous l'achèteraient pas. »



PHOTO : GENEVIÈVE QUESSY

L'art traditionnel du « malt plancher », à la micromalterie Le Maltraiteur.



PHOTO : GENEVIÈVE QUESSY

Luc Lévesque, propriétaire de la malterie Le Maltraiteur, à Trois-Rivières, montre l'orge qui trempe dans les cuves.



De l'orge malté à l'étape de la germination.



PHOTO : COURTOISE INNOMALT

Raphaël Sansregret et Pascal Viens, fondateurs d'Innomalt.

À voir ! À entendre !

Sur votre plateforme audio préférée

Sur les chaînes youtube de Voix de Pasaj et de La Gazette

Au gazetteauricie.com/balados

VOL. 1 2025

Immigration, Francisation et Intégration Québec

Voix De Pasaj Art & Culture

lagazette

voixdepasaj.com

Voix De Pasaj

Art & Culture

Valoriser les matières, valoriser les personnes

Depuis plus de 45 ans, Groupe RCM trace un chemin bien à lui à Trois-Rivières. Derrière les opérations de recyclage et de déchetage confidentiel se trouve surtout une entreprise profondément humaine, où l'emploi devient un véritable levier de développement personnel.



Chez RCM Recyclage, la mission dépasse largement la simple gestion des matières. L'organisation offre des emplois adaptés et de qualité à des personnes vivant avec différentes limitations ou réalités particulières. Une approche qui repose sur des valeurs fortes : bienveillance, respect, inclusion et recyclage. « Pour plusieurs personnes, nous sommes parfois le seul milieu qui leur permet de bien se développer avec leurs propres limitations », explique l'équipe.

Chaque parcours y est différent. Certains employé-es arrivent directement de l'école avec des besoins particuliers. D'autres traversent une période plus difficile ou tentent de retrouver une stabilité après avoir été éloigné-es du marché du travail. Peu importe leur réalité, tous et toutes trouvent chez RCM un milieu capable de s'adapter à leur situation.

L'esprit d'équipe fait partie intégrante du quotidien. L'entreprise mise sur l'entraide, le non-jugement et l'ouverture d'esprit. Ici, les employé-es évoluent à leur rythme, sans comparaison avec les autres. « Chaque personne se démarque et s'améliore en fonction d'elle-même », souligne-t-on.

Cette philosophie a permis à plusieurs employé-es de développer de nouvelles compétences au fil des années : devenir chef d'équipe, apprendre à conduire des



Au-delà du travail lui-même, RCM représente aussi un endroit où l'on échange et où plusieurs employé-es développent un sentiment d'appartenance important.

Parmi les parcours inspirants, celui de Luc Collard occupe une place bien spéciale : il cumule aujourd'hui 45 années de fidélité au sein de RCM.

chariots élévateurs ou encore obtenir un permis de classe 3 afin de conduire des camions. Parmi les parcours inspirants, celui de Luc Collard occupe une place bien spéciale. Présent depuis les tout débuts de l'entreprise, il cumule aujourd'hui 45 années de fidélité au sein de RCM. Toujours actif à temps plein, il a occupé plusieurs postes au cours des décennies.

Au-delà du travail lui-même, RCM représente aussi un milieu de vie. Un endroit où l'on échange, où l'on tisse des liens et où plusieurs employé-es déve-

loppent un sentiment d'appartenance important.

Sur le plan des services, l'entreprise offre notamment un service de déchetage confidentiel destiné aux particuliers, aux organismes et aux entreprises. Il est possible de déposer ses documents directement au comptoir ou de bénéficier d'un service de collecte en entreprise. RCM met également à la disposition du public un conteneur accessible à l'usine de Trois-Rivières pour la récupération et la valorisation de vieux livres.

Comme plusieurs organisations, l'entreprise doit toutefois composer avec certains défis. La diminution importante de l'utilisation du papier réduit les besoins en déchetage confidentiel, obligeant ainsi RCM à réfléchir à de nouveaux créneaux afin de continuer à offrir des emplois adaptés de qualité. Malgré ces changements, l'organisation demeure animée par la même volonté : permettre à chacun et à chacune de trouver sa place et de contribuer pleinement à la communauté.



PHOTOS : DOMINIC BÉRUBÉ

Le communautaire, ça fait une différence !

Et si les organismes communautaires n'existaient pas ? Imaginez un monde où l'entraide et la solidarité seraient absentes, où les préjugés auraient plus de place, et où bien des gens se retrouveraient isolés, sans soutien.

Les organismes communautaires jouent un rôle vital en créant des espaces inclusifs et bienveillants, en luttant contre les discriminations et en valorisant la diversité, qu'elle soit culturelle, sexuelle, de genre, de capacité ou sociale. Sans eux, la mixité sociale serait réduite, les liens d'entraide plus rares, et beaucoup se sentiraient déconnectés de leur milieu.

Grâce à ces héros et héroïnes du quotidien, nous construisons ensemble une société plus ouverte, tolérante et inclusive. Continuons à soutenir ces organismes qui transforment chaque jour notre communauté, pour un monde meilleur, sans préjugés.

Le milieu communautaire fait vraiment une différence ! Même logo et phrase sous la BD que la dernière édition de mai.

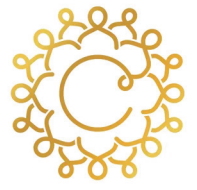


Concept de la BD par la Corporation de développement communautaire de Maskinongé. Illustration : Catherine Bard.



CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE TROIS-RIVIÈRES

Forte de ses valeurs, solidaire de sa communauté.



Quand le milieu communautaire se rassemble pour célébrer



CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE TROIS-RIVIÈRES

La Corporation de développement communautaire de Trois-Rivières (CDC-TR) a présenté, le 28 mai dernier, la 10^e édition de l'Événement Chamberland, sous la présidence d'honneur du maire Jean-François Aubin au Complexe Lavolette. Près de 350 personnes venues du milieu communautaire, politique et médiatique trifluvien se sont réunies pour ce gala-spectacle biennal, qui célèbre l'engagement et la contribution essentielle du milieu communautaire.

UNE SOIRÉE SOUS LE SIGNE DU COUNTRY

Pour marquer ce cap des 10 éditions, le comité organisateur a plongé les convives dans une ambiance résolument country. Bottes, chapeaux, foulards et bonne humeur étaient au rendez-vous dans une salle où la bière et le fromage accompagnaient les échanges entre personnes du milieu communautaire. L'animation a été assurée par Séléna Prévost et Arnaud Bédard, qui ont maintenu un rythme festif tout au long de la soirée.

À chaque bloc de remises de prix, l'artiste Francis De-grandpré et la troupe Escouade indépenDanse montaient sur scène pour enflammer la salle de leurs performances country. En clôture, les danseur-ses ont entraîné les participant-es dans une danse collective, concluant ainsi la soirée dans la joie et la solidarité.

« Depuis maintenant 10 ans, l'Événement Chamberland permet de mettre en lumière des personnes et des organismes qui contribuent chaque jour à faire de Trois-Rivières un milieu plus humain, solidaire et inclusif. Cette soirée permet de reconnaître leur engagement exceptionnel et de célébrer collectivement toute la richesse du milieu communautaire trifluvien. »

- Catherine Gendron,
présidente du conseil d'administration de la CDC-TR

UN MILIEU COMMUNAUTAIRE CÉLÉBRÉ COLLECTIVEMENT

Des prix ont été remis dans 11 catégories, couvrant des thèmes aussi variés que la concertation, l'innovation sociale, la relève et transformation sociale. L'événement a bénéficié du soutien de Desjardins et de nousTV à titre de coprésentateurs officiels, de la Ville de Trois-Rivières comme partenaire majeur et de Cogeco comme partenaire Or.

LES LAURÉAT-ES DE LA 10^E ÉDITION

- Concertation : Maternaide du Québec
- Partenariat : Les Services Le Cheval Sautoir
- Développement et innovation : Maison Grandi-Ose
- Engagement bénévole : Michèle Auger (COMSEP)
- Hommage à un organisme : Albatros Trois-Rivières
- Hommage Hélène Robert : Marie Hallé (Centre communautaire de loisirs Jean-Noël Trudel)
- Implication professionnelle : Sarah Mailly (CDEC de Trois-Rivières)
- Pratiques démocratiques : La Gazette de la Mauricie
- Relève Karyne O'Caïn : Charline Vaugeois (Les artisans bénévoles de la paix en Mauricie)
- Transformation sociale : Maison De Connivence
- Projet mobilisateur : Équijustice Trois-Rivières

La Gazette de la Mauricie est reconnaissante d'avoir reçu le prix Pratiques démocratiques, une distinction qui souligne l'importance de l'implication de ses membres dans la vie active de l'organisme.

Galerie de photos
notregazette.com



Albatros Trois-Rivières.



Équijustice Trois-Rivières



Les Services Le Cheval Sautoir.



Marie Hallé – Centre communautaire de loisirs Jean-Noël Trudel.



Sarah Mailly – CDEC de Trois-Rivières.



Charline Vaugeois – Les Artisans bénévoles de la Paix en Mauricie.



La Gazette de la Mauricie.



Maison De Connivence.



Maternaide du Québec.



Michèle Auger – COMSEP.



Maison Grandi-Ose.

PHOTOS : DIOCARL LAURIS THÉODORE

LA GAZETTE DE LA MAURICIE • 13

PRÉSENTATEURS OFFICIELS



PARTENAIRE MAJEUR



PARTENAIRE OR



Inondables, de Marilyne Busque-Dubois : du chaos naît l'espoir

Les éditions Alto sortent des sentiers battus pour nous offrir le premier roman de Marilyne Busque-Dubois. Présenté comme une « auto-éco-fiction », ce livre est le fruit d'une collaboration universitaire entre l'autrice et Martine Delvaux. Un récit-thérapie, à vocation humaniste, qui nous raconte la résilience comme un reflet de la nature.



ALEXIS LAMBERT
COLLABORATEUR

LA RÉSILIENCE AU FÉMININ

Inondables s'inscrit dès les premiers moments dans la littérature féministe contemporaine avec cet incipit mystérieux qui sonne comme une fatalité : « J'ai toujours su que je mourrais jeune. Cru. Que fille je mourrais dans ce monde d'hommes. » Cette intuition ne s'est pas réalisée, mais l'autrice en profite pour glisser vers son histoire personnelle. Survivante de l'inondation de Baie-Saint-Paul en 2023, Busque-Dubois raconte ici ce dur moment qui a chaviré sa vie. À travers chaque chapitre, elle nous livre une étape de son cheminement personnel au cours de cette tragédie. Ce processus est mis en parallèle avec une réflexion sur la faune et la flore, comme

pour tenter d'inscrire l'humain dans une fresque naturelle plus vaste.

C'est dans ce lieu de nature de la région de Charlevoix que l'écrivaine s'est établie. Elle y vit dans une maison centenaire, et doit fuir pour se sauver de l'inondation du 1er mai 2023. Cet événement, bien réel, a coûté la vie à plusieurs personnes et forcé l'évacuation de plus de 1 000 résidents et résidentes. Avec la catastrophe vient son lot de problèmes, mais vient aussi, en un premier temps, l'entraide. On sent que Busque-Dubois est une grande humaniste qui croit en la bonté du genre humain, malgré tout. Le courage des pompiers et des pompières, l'aide des bénévoles et la bienveillance des ami-es sont là. Toutefois, après la tempête, c'est loin d'être le calme, il faut se loger, se reconstruire. Et tout ça use, à la fois soi et les autres.

UNE VÉRITABLE RECHERCHE-CRÉATION

Le roman de Marilyne Busque-Dubois est une œuvre intéressante, puisqu'on sent qu'il y a là une véritable recherche esthétique. Comme je le soulignais plus

haut, *Inondables* est un roman féministe, mais pas seulement dans son propos. L'autrice se fait un devoir ici d'utiliser l'écriture inclusive et le point médian. Bien que ce choix politique puisse faire sourciller certaines personnes, l'autrice l'assume pleinement.

Chaque partie du livre est construite de la même façon. Un verbe est choisi, puis un phénomène naturel, puis une étape dans la vie de l'écrivaine, le tout accompagné de réflexions personnelles sur la nature et l'expérience des femmes. C'est une technique intéressante mais qui peut, à force de répétitions, procurer une impression d'exercice de style.

J'assume le fait de ne pas être le public cible de ce livre, puisque je l'ai trouvé mielleux par endroit. Il faut toutefois souligner le courage et l'originalité de Marilyne Busque-Dubois dans son écriture et sa recherche. Elle nous offre ici un récit lumineux, plein d'espoir. Nihilistes, s'abstenir !



Inondables, de Marilyne Busque-Dubois est publié aux éditions Alto. 222 pages.

9 SONDAGES : MESURE ET DÉMESURE

Gougounes : confort ou catastrophe ?

L'été s'installe. De l'extérieur vers l'intérieur, les transits se multiplient. Et ça laisse des traces : herbe, sable, insectes, saletés indésirables (y en a-t-il des désirables, me direz-vous ?).



RENÉ GÉLINAS
CHARGÉ DE COURS À L'ÉCOLE DE GESTION DE L'UQTR

Citoyens et citoyennes, enlevez vos chaussures : les attentes sont grandes envers les personnes entrantes. Et si elles sont non délacées quand on les enlève à l'entrée, il faudra, hélas, les délacer et relacer au rechauffage, sans se lasser.

VINT LA GOUGOUNE

Pratique, ce string d'orteil qu'on enfile sans se pencher. Les Égyptien-nes de l'Antiquité étaient extraordinaires en matière d'inventivité... Brûlures aux pieds sur le sable chaud en contemplant le soleil se coucher derrière les pyramides : l'enfer ! Peu étonnant que l'origine de ce type de sandales leur soit possiblement attribuable.

Côté appellation – quasi contrôlée –, le Québec aime les mots en « oune » : c'est la gougoune. Mais pas en cuir; rendu là c'est une banale sandale. En plastique ou en mousse dense, c'est elle, notre gougoune

qui a pris d'assaut plages, patios et surfaces gazonnées dans les années 1960.

À SAVOIR (OU PAS)

Le Petit Robert recense le mot « gougoune » en 2018. Quel précurseur ce Robert ! L'année suivante, *Le Petit Larousse* se le permet aussi, en même temps qu'il ajoute le « pet-de-sœur ».

Gougounes et podiatres ne marchent pas main dans la main, surtout si la promenade s'allonge. Selon ces professionnelles des extrémités du bas du corps, les gougounes offrent peu de support podal : le tong, ça tangué à la longue. Mais elles offrent de la visibilité aux orteils, alors souciez-vous de ce que vous exposez au regard des autres ! Et le combo bas-gougounes ? Ça se voit à l'occasion !

En 2012, l'Américain Keith Levasseur a mis 2 h 46, en gougounes, pour terminer le marathon de Baltimore. À quand un 110 mètres haies ?

L'actrice Jennifer Lawrence a combiné robe de soirée et gougounes au Festival de Cannes de 2023. Vous auriez dû voir sa canne au Festival de Gougoune !

La gougoune étant un marché saisonnier important, son bas prix n'est certain-

nement pas un frein à l'achat : quelques dollars pour les moins coûteuses, de 30 \$ à 60 \$ pour le moyen de gamme.

Et le haut de gamme ? Prada ou The Row se feront un plaisir de vous en vendre à 1 000 \$, voire plus ; The Row offre en effet un modèle à 2 255 \$.

LES INCONVÉNIENTS GOUGOUNAUX

Écologiquement, il n'y a pas photo. Les matériaux de fabrication sont à base de pétrole et à dégradation très lente. Voilà, c'est dit.

Déconseillée pour les longues distances, la randonnée en forêt ou l'escalade, la gougoune constitue aussi un facteur de risque pour la conduite automobile, le cyclisme et la planche à roulettes. Sage comme Yoda soyez. L'hiver, pour la gougoune à crampons optez. Et évitez toute substance altérant votre jugement au point de vous laisser croire que la gougoune est idéale pour passer la tondeuse à l'heure du souper.

Côté santé des pieds, des chercheurs de l'Université de Waterloo ont collaboré (2021) avec la firme 30 Forensic Engineering¹ pour identifier les principales causes de glissade et de chute. Pour les gougounes, ils s'attendaient à ce que l'eau soit le problème principal, mais finalement, « trempe » ou non, la gougoune est un moyen de transport actif, mais risqué. Perdre une gougoune en marchant survient dans des conditions tant humides que sèches. Perdre une gougoune en courant survient... en courant.

Par ailleurs, la gougoune présente un risque de blessure aux pieds. Selon un sondage de Consumer Report 902, la majorité des personnes interrogées ressentent un inconfort après un port prolongé. Selon un podiatre, la gougoune offrant peu de support, est instable et peut solliciter exagérément certains tendons et ligaments. Une chirurgienne du pied mentionne aussi que les problèmes

peuvent s'aggraver : douleurs aux talons, tendinites, douleurs et enflures de l'arche du pied. Un usage excessif peut même engendrer des douleurs aux genoux, aux hanches et au dos.

AUSSI VUE À L'EXTÉRIEUR EN ÉTÉ : LA PANTOUFLE

La pandémie a remis la pantoufle aux pieds des travailleurs et travailleuses. Charentaises, mules, mocassins, chaussons, pantoufles tricotées, fermées ou ouvertes à l'arrière, pantoufles de verre ou de vair ? Les portez-vous à l'extérieur de la maison ? Moi, parfois. Je suis du type charentaises, alors ça dit tout ! Et vous ?

Mais que ramenez-vous dans votre intérieur avec vos chaussures ? C'est la question que posent deux chroniqueurs scientifiques dans un texte paru dans *The Conversation*³ en mars 2022. Avec vos chaussures d'extérieur, aussi mignonnes ou gougounesques soient-elles, vous invitez dans votre domicile poussière, végétaux, insectes et, potentiellement, des agents pathogènes résistants aux médicaments, des toxines cancérigènes provenant de résidus d'asphalte, des excréments porteurs de bactéries, des agents infectieux résistants ou encore des perturbateurs endocriniens provenant d'herbicides et de pesticides. Ouf !

Au Québec, les us et coutumes veulent qu'on retire ses chaussures en entrant dans son logis ou celui d'autrui. Précaution superflue ou non ? À vous de voir, mais quoi qu'il en soit, bon été, tout le monde, et prenez soin de vos pieds, car, comme l'amour, ils sont si fragiles !



PHOTO : DOMINIC BÉRIÈRE

En plastique ou en mousse dense, notre gougoune a pris d'assaut plages, patios et surfaces gazonnées dans les années 1960.

Sources disponibles
notregazette.com

Observer ce qu'on ne voit plus

Éric Gélinas, je l'ai connu derrière un comptoir de photo, au cours de discussions à propos de matériel et en échangeant des jokes un peu trop longues. Mais, avec le temps, chez ce vendeur de Gosselin Photo, j'ai découvert quelqu'un qui passait ses matins dans les bois, dans les marais, à observer en silence des animaux que la plupart des gens ne prennent pas le temps de regarder.



DAVID LEBLANC
JOURNALISTE MULTIPLATEFORME

Plus je le faisais parler, plus je comprenais que ce qui l'intéressait, ce n'était pas juste la photo. C'était une façon de vivre. Une façon de ralentir. Une façon de se reconnecter avec quelque chose qu'on semble avoir oublié collectivement. Alors, dernièrement, on s'est assis ensemble pour parler des oiseaux, des loups, des orignaux, de l'éthique animale, de la forêt... mais surtout de ce besoin presque instinctif qu'on a encore, quelque part en nous, de se retrouver dans la nature.

Comment la photographie animalière est entrée dans ta vie ?

Avant, je faisais surtout de la photo culturelle. Des bands de musique, des pochettes d'albums, des shows dans les bars. J'ai fait ça pendant un bon bout de temps. Mais, à un moment donné, j'ai un peu perdu le feu sacré. Tu fais des contrats, mais ce n'est plus vraiment pour toi. C'est pour répondre à une demande, pour l'image de quelqu'un d'autre.

Puis, un jour, je suis parti en auto, je ne me rappelle même plus pourquoi, et j'ai vu deux grosses affaires dans le ciel. C'étaient des pygargues. Moi, dans ma tête, les aigles à tête blanche, ça existait juste aux États-Unis. Je ne pensais même pas qu'on avait ça ici. Ils planaient au-dessus de moi. J'avais un petit 70-300 dans ce temps-là. Ils sont restés plusieurs minutes au-dessus de ma tête. C'est là que le déclic s'est fait.

Après ça, j'ai commencé à m'informer sur ce qu'on avait ici comme faune. Et j'ai réalisé qu'on n'a pas besoin d'aller en Afrique pour voir des animaux incroyables. On a ça ici, autour de nous.

Qu'est-ce qui te fascine autant dans les oiseaux et l'ornithologie ?

L'ornithologie, ça ne finit jamais. Plus t'apprends, plus tu réalises qu'il reste encore des choses à découvrir. Chaque espèce a ses comportements, ses habitudes, sa façon de vivre. Au début, moi, c'était surtout les rapaces qui me fascinaient. Mais ça devient un un engrenage. Les oiseaux mangeoires, les espèces forestières, ceux qui vivent près des lacs... tranquillement, tu développes un intérêt pour tout ce qui vit autour de toi.

Avec le temps, tu comprends aussi que connaître un animal aide énormément pour la photo. Plus tu observes une espèce, plus tu apprends à reconnaître ses comportements, ses déplacements, ses réactions. Ça te permet d'anticiper certains moments puis d'essayer de montrer aux gens ce que toi tu vois sur le terrain.

Tu m'as parlé d'un homme qui t'a beaucoup marqué dans ta façon de voir les animaux.

Oui. Il m'a légué l'éthique. Quand tu commences la photo animalière, l'adrénaline peut être forte. Tu veux faire LA photo. Puis, sans t'en rendre compte, tu peux dépasser une ligne : tu déranges l'animal. L'hiver surtout, un hibou qui s'envole parce que tu l'as poussé à bout dépense une énergie énorme. Cette énergie-là, il ne la récupère pas facilement.

Cet homme, il allait confronter les photographes directement. Peut-être durement parfois, mais il voulait faire comprendre quelque chose d'important : l'animal passe avant la photo.



PHOTO : GRACIEUSEMENT MARIE-ANDRÉ FALLU

As-tu un exemple concret où tu as appliqué cette éthique ?

Oui. Avec un harfang des neiges sur le toit d'une grange.

Je prenais mes photos à bonne distance. À un moment donné, il s'est envolé vers un champ. Tous les autres photographes ont commencé à courir après lui. Moi, je suis resté sur place. Je savais qu'il allait revenir sur son perchoir. Les autres le poussaient toujours plus loin. Finalement, il est revenu sur le toit de la grange, et c'est là que j'ai fait une de mes plus belles photos.

Pourquoi la nature semble faire autant de bien aux êtres humains ?

Parce qu'on est faits pour ça. Promène-toi en ville et promène-toi dans le bois. Ce n'est pas le même sentiment du tout. Dans le bois, on dirait que ton corps respire enfin. Tes poumons se remplissent autrement. Tu reviens détendu. On essaie souvent de compenser en ville avec toutes sortes d'affaires, mais la nature, elle, prend soin de toi d'une autre façon.

Les orignaux. Un matin, en kayak, juste avant le lever du soleil, avec la brume sur l'eau, j'ai entendu craquer. J'ai vu une femelle. Puis j'ai réalisé qu'il y a aussi un mâle avec un immense panache. Je me suis approché doucement dans une baie.

À un moment donné, le mâle est venu vers moi. Il me regardait directement dans les yeux. On s'est regardés pendant presque 10 minutes. Je sentais qu'il me disait : « C'est assez. Tu peux partir. »

À mesure que l'entrevue avançait, j'avais l'impression qu'on parlait de moins en moins de photo... et de plus en plus d'êtres humains. De ce besoin étrange qu'on a tous et toutes de ralentir un peu. D'écouter. De respirer autrement.

Peut-être que c'est ça, au fond, que des photographes comme Éric Gélinas essaient vraiment de capturer. Pas juste une image. Un lien. 9

Sources disponibles et galerie de photos : notregazette.com

Sous la carapace, des réalités trop souvent invisibles

Afin de souligner le lancement de la série de balados *Sous ma carapace*, une soirée de visionnement et de présentation a été organisée dernièrement dans les locaux de *La Gazette de la Mauricie*. Les participant-es étaient présent-es avec leurs familles, accompagné-es de représentant-es du milieu communautaire, d'intervenantes, de partenaires ainsi que de membres de la communauté et de représentant-es de la Ville de Trois-Rivières. Devant l'ampleur de la participation, la salle s'est rapidement remplie et l'accueil réservé au projet a été particulièrement chaleureux. Tout au long de la soirée, le public est demeuré extrêmement attentif aux témoignages diffusés à l'écran, dans une atmosphère empreinte d'écoute, de respect et d'émotion.

DAVID LEBLANC
JOURNALISTE MULTIPLATEFORME

Cette série de balados a été créée par l'organisme Anna et la mer et réalisée par *La Gazette*. Le projet, rendu possible grâce au soutien financier de la Ville de Trois-Rivières, donne la parole à des jeunes vivant au quotidien avec la réalité de la maladie mentale au sein de leur famille ou de leur entourage proche.

À travers les différents épisodes, les participant-es abordent avec sincérité des réalités comme le trouble de personnalité limite, la dépression, le TDAH et plusieurs autres problèmes liés à la santé mentale. Mais, au-delà des diagnostics et des définitions, *Sous ma carapace* parle surtout des impacts humains qui viennent avec ces réalités : les tensions familiales, les silences, les inquiétudes, les responsabilités prises trop jeunes, mais aussi l'adaptation, la résilience et l'entraide. Les nombreux témoignages des participant-es y sont touchants.

Annabelle et Béatrice abordent avec franchise cette impression que certaines tensions ont fini par sembler « normales » à force de les vivre au quotidien. « Quand on était jeunes, on pensait que c'était normal. »

Arthur décrit quant à lui le TDAH de l'intérieur : les pensées qui tournent sans arrêt, les difficultés d'attention et cette impression d'avoir constamment un hamster qui roule dans sa tête. Malgré tout, il explique aussi comment l'humour devient parfois une manière d'alléger le poids de certaines réalités : « En rire, ça enlève beaucoup de poids. »

Chelsey raconte comment la dépression vécue par son père l'a amenée à prendre très jeune des responsabilités auprès de son frère et de sa sœur. « Quand j'étais chez mon père, je devais être comme l'adulte. »

Jasmine parle avec beaucoup de lucidité des impacts du trouble de person-

nalité limite sur le quotidien familial et sur la manière dont certaines réalités viennent tranquillement modifier les comportements et les émotions. « On a appris à se taire, à réfléchir avant de parler et aussi à écouter plus qu'à agir. »

À travers le projet, les intervenantes rappellent également l'importance de créer un espace sécuritaire où les jeunes peuvent enfin mettre des mots sur ce qu'ils-elles vivent. Audrey Dauphin, coordonnatrice, explique que l'objectif d'Anna et la mer est d'offrir un milieu de vie accueillant où les jeunes réalisent qu'ils-elles ne sont pas seul-es à subir certaines réalités difficiles.

Sérèna Mailhot, intervenante, souligne pour sa part l'importance des liens créés grâce aux rencontres et l'impact concret que peut avoir un simple moment d'échange dans le parcours d'un-e jeune : « Une heure et demie dans une journée peut changer la donne. »



Les épisodes de *Sous ma carapace* sont diffusés sur les plateformes balados ainsi que sur le site de *La Gazette*. Une invitation à écouter avec ouverture, à mieux comprendre des réalités souvent vécues dans l'ombre, et à entendre la voix de jeunes qui ont choisi de transformer leur vécu en dialogue, en compréhension et en possibilité d'entraide. 9

Article intégral et galerie de photos : notregazette.com

Les jeux vidéo : bienfaits et méfaits

Les jeux vidéo font partie du quotidien de beaucoup de jeunes et aussi d'adultes. Ils ne sont pas seulement une source de plaisir : ils peuvent avoir des effets positifs et négatifs.

NOÉ PADULA GRONDINES

LES BIENFAITS DES JEUX VIDÉO

Les jeux vidéo peuvent avoir plusieurs effets positifs lorsqu'ils sont utilisés de manière raisonnable. Tout d'abord, ils aident à développer certaines capacités intellectuelles. Plusieurs jeux demandent de la concentration, de la logique, de la mémoire et de la rapidité de réaction. Ces compétences peuvent être utiles à l'école et dans la vie quotidienne.

Ensuite, les jeux vidéo peuvent favoriser la socialisation. Les jeux multijoueurs permettent aux joueurs et joueuses de communiquer, de coopérer et de travailler en équipe avec leurs ami-es ou d'autres joueurs ou joueuses en ligne. Cela peut renforcer les liens sociaux et encourager l'entraide.

Enfin, les jeux vidéo sont un bon moyen de se divertir et de réduire le stress. Après une journée d'école, jouer peut aider à se détendre et à s'amuser.

LES MÉFAITS DES JEUX VIDÉO

Malgré leurs avantages, les jeux vidéo peuvent aussi avoir des effets négatifs s'ils sont utilisés de façon excessive. Le principal problème est le temps passé devant les écrans. Jouer trop longtemps peut nuire au sommeil et à la réussite scolaire et réduire le temps consacré aux activités physiques.

De plus, il est possible de développer une dépendance aux jeux vidéo. Des jeunes ont alors de la difficulté à arrêter de jouer, ce qui peut entraîner de l'isolement social et des conflits avec la famille.

Enfin, certains jeux en ligne exposent les joueurs et joueuses à des comportements négatifs, comme la violence verbale ou le harcèlement.

En conclusion, les jeux vidéo présentent à la fois des bienfaits et des méfaits. Ils peuvent être bénéfiques pour le développement intellectuel, la socialisation et la détente, mais ils peuvent aussi causer des problèmes. L'important

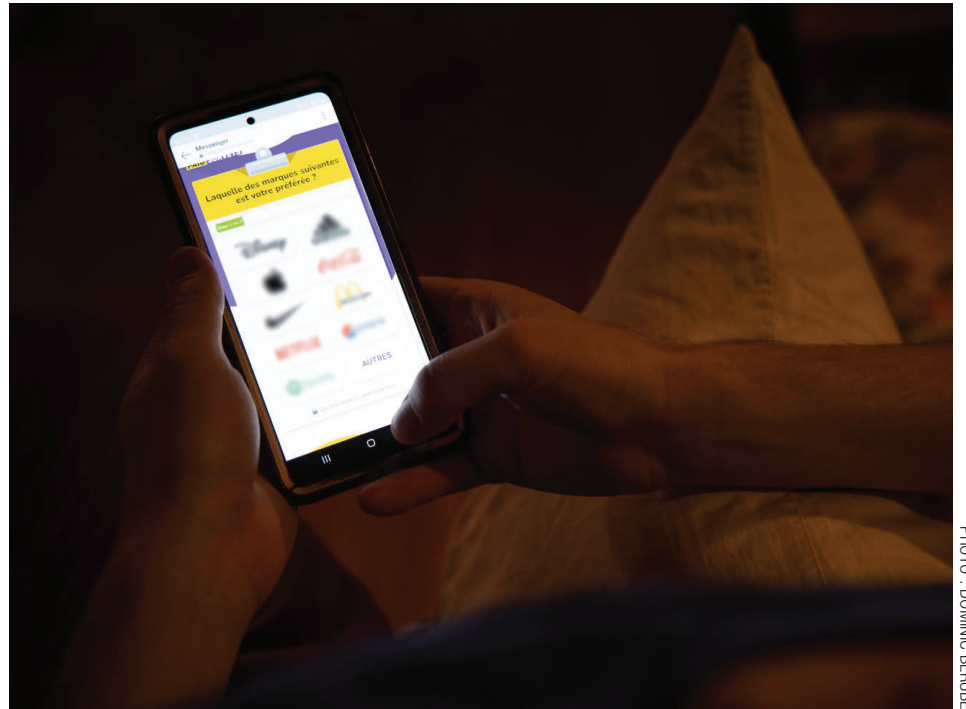


PHOTO : DOMINIC BÉRUBE

Oui, les jeux vidéo peuvent favoriser la socialisation.

est donc de maintenir un bon équilibre entre les jeux vidéo, l'école, les activités physiques et la vie sociale. Comme

n'importe quoi, les jeux vidéo ne sont ni bons ni mauvais en soi : tout dépend de la façon dont on les utilise. 📱

La vélorution

La Ville de Trois-Rivières travaille actuellement à l'élaboration d'un plan de mobilité durable. Pour s'assurer que le plan s'ancre directement dans les besoins du milieu, la Ville a amorcé une démarche de consultation publique. C'est dans ce contexte que le groupe Citoyen-ne-s du monde et de chez nous, composé de jeunes militant-es et accompagné par le Comité de solidarité/Trois-Rivières, a décidé de se mettre en action.

PAR LES MEMBRES DU GROUPE CITOYEN-NE-S DU MONDE ET DE CHEZ NOUS

DES DONNÉES PARLANTE, DES INFRASTRUCTURES INSUFFISANTES

Pour la plupart des membres de ce groupe, le vélo représente un des principaux moyens de déplacement à Trois-Rivières et dans les alentours. Le groupe a donc vu une occasion favorable et intéressante de mettre de l'avant l'importance du transport actif. D'ailleurs, les données présentées dans le cadre de la consultation publique sont parlantes et démontrent un potentiel inexploité, puisque 43 % des déplacements effectués à Trois-Rivières font moins de 5 km et 17 % moins de 1 km. L'insuffisance des infrastructures cyclistes ou piétonnes dans la ville représente un frein à parcourir ces distances idéales à la marche ou en vélo.

De ce fait, afin de sensibiliser les automobilistes à la question, deux manifestations à vélo, intitulées La Vélorution, ont été organisées. À la suite de ces événements, une pétition en ligne a été lancée et circule actuellement. Dans cette pétition, le groupe demande à la Ville de Trois-Rivières de :

1. Augmenter le budget consacré au transport actif afin de permettre des déplacements sécuritaires d'est en ouest comme du nord au sud ;
2. Instaurer des pistes cyclables protégées et continues sur les boulevards des Forges, des Récollets, Thibault et Jean-XXIII et sur la rue Sainte-Marguerite ;
3. Multiplier les intersections sécurisées pour piéton-nes et cyclistes, notamment grâce à l'installation de trottoirs traversants.



PHOTO : GRACEUSETÉ DU GROUPE CITOYEN-NE-S DU MONDE ET DE CHEZ NOUS

Le rassemblement a entre autres visé à rappeler que les cyclistes et les piétons font face à des conditions de déplacement qui compromettent leur sécurité.

LE TRANSPORT ACTIF, UNE SOLUTION

Ces demandes sont une priorité pour le groupe puisque, quotidiennement, les cyclistes et les piéton-nes de Trois-Rivières font face à des conditions de déplacement qui compromettent leur sécurité, notamment à cause du non-respect des règles de priorité aux intersections, des dépassements à moins d'un mètre des cyclistes et du harcèlement des klaxons. Le groupe dénonce d'ailleurs le choix de la Ville d'offrir des sommes importantes à certains projets qui contribuent à la mentalité de l'auto-solo, tel le Grand prix de Trois-Rivières (GP3R). Rappelons qu'en 2025, la

Ville avait octroyé plus de 700 000 \$ au GP3R. Il est pourtant clair que le transport actif représente une solution durable, écologique et économique pour lutter contre les inégalités sociales et les changements climatiques. « Ces montants faramineux pourraient contribuer à des projets qui servent vraiment le bien commun et la population trifluvienne. Nous espérons que la Ville répondra à notre démarche en prenant des engagements clairs pour promouvoir le transport actif. D'ici là, nous invitons les citoyennes et les citoyens à signer notre pétition », affirment les membres du groupe. D'ailleurs, plu-

sieurs autres villes au Québec ont fait le pari de repenser leur aménagement en misant sur la réduction de l'utilisation de l'automobile, et on espère que c'est rendu au tour de la Ville de Trois-Rivières ! 📱

Pour signer la pétition, scannez le code QR :



Sous le regard de Wikwasa

Wikwasa Newwashish Petiquay est actrice, dessinatrice, peintre, photographe et sculptrice. Elle a participé à différents projets abordant l'importance de la préservation de la culture chez les jeunes Atikamekw, dont le film *Soleil Atikamekw*, sorti en 2023. Je l'ai rencontrée pour *La Gazette*. Voici mon entrevue.

ÉVA PADULA-GRONDINES

*Wikiwasa, tu as participé au film *Soleil Atikamekw*. Peux-tu nous résumer en quelques phrases le sujet de ce film ?*

Soleil Atikamekw, c'est un film qui a été librement inspiré d'une histoire vraie qui s'est passée, malheureusement, quelques années après l'apparition de la route qui relie Saint-Michel et Manawan. C'est une histoire qui a touché pas mal toute la communauté de Manawan.

Quel rôle joues-tu dans le film et comment t'es-tu préparée pour ce rôle ?

Moi, je jouais le personnage de Martha. La préparation pour ce rôle est un peu drôle dans mon cas, parce que j'ai embarqué dans le projet peu de temps avant le tournage. Donc, je n'avais pas tant de temps pour me préparer, mais ce que je faisais, c'est que je me pratiquais souvent avec des gens de la communauté pour être capable de lire le script.

Qu'est-ce qui t'a le plus marquée dans ce film ?

Ce qui m'a le plus marquée, c'est vraiment la vie sur un plateau : voir comment tout le monde fonctionnait avec les différents emplois cinématographiques et comment tout le monde travaillait ensemble pour réussir à faire en sorte que le film représente ce que la réalisatrice voulait mettre en lumière, cette histoire taboue.

Quel est ton lien avec la communauté de Manawan ?

Mon lien avec la communauté de Manawan, c'est que j'ai grandi là-bas. Mes parents aussi viennent de là. J'ai des grands-parents qui venaient d'une autre communauté, mais la plupart des membres de ma famille venaient de Manawan.

As-tu déjà vécu du racisme ?

Oui, j'ai déjà vécu du racisme, quelques fois, et j'en vis encore un peu aujourd'hui, mais c'est moins « hardcore », si on peut dire, qu'auparavant. Quand j'étais plus jeune, je suis partie étudier dans une école en ville

et je m'en souviens tout le temps, parce que je trouvais ça drôle, cette situation-là, d'une certaine manière. J'étais partie manger à la cafétéria et c'était la première fois que j'allais manger là. J'étais assise, j'avais mes écouteurs et j'écoutais ma musique. Pendant le moment de silence entre deux musiques, il y a deux jeunes qui sont venus me voir et ils ont commencé à me parler en me traitant de plusieurs noms dégradants pour les Autochtones. Mais j'ai juste fait comme si de rien n'était, comme si je ne les entendais pas parce que j'avais mes écouteurs et, à un moment donné, ils ont arrêté et ils sont partis. Je me suis dépêchée de finir mon dîner, je me suis levée et je me suis dit : c'est la dernière fois que je vais manger là. Comme je le disais, ça m'arrive encore aujourd'hui d'être exposée au racisme, mais ce n'est pas aussi intense. Je me fais suivre, par exemple, dans les centres commerciaux. Donc, j'évite le plus souvent d'être seule dans un endroit public.

Qu'est-ce qui peut être fait pour soutenir ou mieux comprendre les communautés autochtones ?

Je pense que c'est la même chose qu'avec n'importe qui : parler, être prêt à être ouvert d'esprit, poser des questions et prendre le temps d'être sensibles aux problèmes et au passé de n'importe quel individu. Peu importe d'où il vient, peu importe ses origines. Et l'accueillir, peu importe tout ça.

Quelles langues parles-tu ?

Je parle surtout le français, mais quand je dois le parler, je parle aussi l'anglais. Malheureusement, je ne parle pas l'atikamekw, mais je le comprends si on parle assez lentement.

Pourrais-tu nous parler d'un de tes coups de cœur culturels ?

Mes coups de cœur sont beaucoup d'œuvres d'artistes, comme Jacques Nêwashish, que je n'ai pas pu voir personnellement, mais j'adore les histoires qu'on me raconte sur son processus de création. J'aime beaucoup aller à Onikam, c'est à Shawinigan. Je suis allée une ou deux fois et j'ai adoré à chaque



PHOTO : ISABELLE PADULA

Par son art, Wikwasa Newwashish Petiquay essaie de faire en sorte que les gens prêtent plus attention aux connaissances et aux œuvres autochtones.

fois y aller parce qu'à Onikam, les gens donnent beaucoup d'ateliers, pas obligatoirement pour les Autochtones, mais aussi pour les Autochtones qui peuvent venir créer et apprendre des choses. Ils font aussi des expositions. Par exemple, ils en ont fait avec des jeunes.

Quel est ton mets traditionnel préféré ?

Mon mets traditionnel préféré, c'est la bonne banique de mon père et de ma mère. Tous les deux font de la banique et il y a comme un petit goût spécial que j'essaie encore de trouver.

Tu es une artiste multidisciplinaire, comment décrirais-tu ce que tu crées ?

Je décrirais mon art comme un peu poétique, comme la langue atikamekw, avec la construction des phrases, la tournure des mots et l'histoire de chaque mot, parce que chaque mot a une histoire. J'aime bien décortiquer des mots pour qu'on en voie l'intérieur ou l'intérieur d'un sujet que j'ai envie d'aborder dans mon projet. Par mon art, j'essaie un peu de montrer mon intérieur et de faire en sorte que les gens prêtent plus attention aux connaissances et aux œuvres

autochtones, à la présence des Autochtones ici.

Qui ou quelles sont tes sources d'inspiration comme artiste ?

L'une de mes sources d'inspiration, c'est surtout la transmission, parce que c'est un peu comme un appel d'urgence que je ressens envers les plus jeunes générations qui, elles, commencent à parler beaucoup plus l'anglais que le français et que l'atikamekw. Pour moi, c'est comme si je voulais présenter, mais sans le faire explicitement, des connaissances que j'ai apprises.

Quels sont tes projets à venir comme artiste et comme comédienne ?

Comme artiste, je pensais faire quelques expositions et continuer à développer mes compétences. En tant que comédienne, je ne suis pas trop sûre de ce que je pourrais faire de plus, j'ai plus envie de prioriser mes études avant d'aller plus loin dans tout ça. Si on m'offre quelque chose, je vais accepter, mais je ne cours pas après, on va dire !

Merci Wikwasa !

Quand le théâtre ouvre le dialogue sur la santé mentale

Quand on demande à l'auteure de la pièce de théâtre que jouera cette année la troupe Entrado pourquoi elle a choisi un thème tel que la santé mentale, Claudie Lévesque nous répond : « Depuis l'épisode de la Covid-19, j'ai remarqué que les jeunes sont au prises avec de nombreuses problématiques que l'on retrouvait peu avant, et il y en a qui sont perdu-es et reçoivent peu de service. Les services leur sont offerts par le milieu communautaire, comme la Maison des jeunes Entrado, qui fait des pieds et des mains pour aider ces jeunes dans le besoin. » La santé mentale a de nombreuses répercussions dans la vie de ces jeunes et notre pièce a pour but de démystifier les préjugés sur les personnes vivant avec des troubles de santé mentale, car personne n'est à l'abri.

ODALRIC THÉRIAULT JO-NATHAN DESBIENS-MARTIN

Pour la troupe, briser les préjugés, mettre de l'avant l'humain avec ses différences a toujours été le cœur de notre mission. Chaque comédien-ne apprend à connaître son personnage un peu comme un ami. On apprend son cheminement de vie et on devient proche de lui, on arrive à comprendre sa problématique et ça nous amène à mieux comprendre les humains qui nous entourent dans notre vie réelle. On devient de meilleurs êtres humains.

Afin de préparer notre prestation, nous avons eu la chance, en participant aux Jeunes reporters, de rencontrer des artistes en arts visuels tel que le photo-

graphe Jean Boileau et le caricaturiste Jacques Goldstyn, deux hommes inspirants qui nous ont donné envie de faire de la photo et d'inclure les dessins et la caricature dans nos productions. Nous sommes reconnaissant-es d'avoir eu ces ateliers.

Le concept de la pièce VOIX MOI est super original, teinté d'un peu d'humour et rempli d'émotions, alors vous passerez assurément une merveilleuse soirée en compagnie de la troupe de théâtre de la Maison des jeunes Entrado.

Après six mois de travail, d'ateliers et de répétitions, il nous fera donc plaisir de vous accueillir à l'auditorium de l'école secondaire Des Pionniers, le samedi 27 juin à 19 h 30. Billets au coût de 10 \$. Vous pouvez réserver au 819-383-3904.



PHOTO : GRACIEUSITÉ D'ENTRADO

Dans le cadre du projet Jeunes reporters, les jeunes ont eu la chance de rencontrer le caricaturiste Jacques Goldstyn.

LA GAZETTE DE LA MAURICIE • 17

Avec une approche participative et soutenue par des professionnel·les et formateur·trices, le LAB des jeunes reporters propose aux jeunes de la région de ne pas être seulement des consommateur·trices et producteur·trices de contenu de divertissement mais de devenir des réalisateur·trices de contenu d'actualités. Ce projet est réalisé grâce au soutien financier du gouvernement du Québec dans le cadre du Programme pour une jeunesse bien informée.

LE SPORT PROFESSIONNEL FÉMININ

En mouvement, en croissance

Il y a 15 ans, Marie-Laurence Ouellet s'entraînait avec les garçons, faute d'un groupe féminin complet de soccer pour les filles. Aujourd'hui, son école en compte trois ! C'est dans ce contexte que La tête dans les nuances a consacré son épisode du 22 avril dernier à faire le portrait de cette transformation. Au studio de nousTV / Cogeco, l'animateur Robert Aubin a réuni trois expertes du milieu sportif québécois : Patricia Landry, directrice du haut niveau féminin chez Baseball Québec, Stéphanie Poirier, directrice du hockey féminin et du développement chez Hockey Québec, et Marie-Laurence Ouellet, entraîneuse adjointe de l'équipe féminine de soccer les Patriotes et enseignante à l'Académie des Estacades.



DJOCARI LAURIS THÉODORE
JOURNALISTE
INITIATIVE DE JOURNALISME LOCAL

DES CHIFFRES QUI RACONTENT UNE RÉVOLUTION TRANQUILLE

Dans chacune des disciplines représentées par les invitées, les statistiques témoignent d'une croissance réelle. Baseball Québec comptait, au moment de l'enregistrement, plus de 6 200 jeunes filles inscrites, un total qui dépasse à lui seul l'ensemble des inscriptions féminines de toutes les autres provinces canadiennes réunies ; la création de l'Académie de baseball du Canada pour le secteur féminin, en 2021, a d'ailleurs marqué un tournant important. Du côté du hockey, on approchait les 10 000 joueuses au Québec, après des hausses annuelles pouvant atteindre 20 %. Au soccer, les Patriotes ont vu leurs rangs se transformer : là où on peinait à former un seul groupe féminin il y a une quinzaine d'années, on compte désormais deux ou trois groupes complets de joueuses qui s'entraînent quotidiennement. Selon un rapport de Femmes et sport au Canada, le marché du sport professionnel féminin au pays a doublé entre 2023 et 2025, et pourrait dépasser le demi-milliard de dollars d'ici 2030.

LA PROFESSIONNALISATION COMME HORIZON ACCESSIBLE

L'avènement de la Ligue professionnelle de hockey féminin a marqué un moment charnière. Il y a à peine quelques années, les joueuses devaient assu-

mer elles-mêmes le coût de leur équipement pour participer à des ligues sans salaire ; elles évoluent maintenant dans un cadre de professionnalisation à temps plein. Pour Patricia Landry, le chemin parcouru est indéniable, mais la manière de mesurer le progrès doit changer. Elle a dénoncé la tendance à évaluer la valeur du sport féminin à l'aune du sport masculin : « C'est comme si la valeur en 2026 d'une fille est encore en fonction de la valeur d'un garçon. Ça n'a aucun sens. »

LA RÉTENTION : UN DÉFI PERSISTANT

Malgré ces avancées, les jeunes filles continuent de décrocher du sport en plus grand nombre que les garçons, notamment entre 13 et 14 ans. Deux raisons principales de ce phénomène ont été évoquées : l'affiliation sociale (quand une amie abandonne, les autres tendent à suivre) et la difficulté de se reconnaître dans des corps en transformation, dans un monde qui valorise peu la musculature féminine. Marie-Laurence Ouellet a insisté sur le rôle déterminant des modèles : « Les jeunes filles vont participer à une discipline sportive parce qu'elles vont voir des modèles. Maintenant, les modèles sont présentes. » Des visites de joueuses de La Victoire de Montréal à l'Académie des Estacades, il y a quelques mois, ont illustré concrètement cette dynamique.

ENTRAÎNER AU FÉMININ, REPENSER LES PRATIQUES

La discussion a aussi mis en lumière une réalité souvent ignorée : environ 6 % seulement des études sur l'activité physique portent sur des femmes, ce qui a conduit à des modèles d'entraînement largement pensés pour des corps masculins. Ce décalage a des conséquences directes, notamment sur les risques de blessures aux ligaments croisés, qu'on sait maintenant liés au cycle menstruel des athlètes, un sujet encore tabou dans bien des vestiaires. La question de la place des femmes comme entraîneuses demeure également préoccupante : moins de 5 % ou 6 % des personnes qui entraînent une équipe de hockey sont des femmes. Stéphanie Poirier a identifié une barrière structurelle : « Les femmes sentent peu qu'elles ont leur place, sentent peu qu'elles sont accueillies, à cause de la très grande proportion d'hommes. »

UN ÉCOSYSTÈME À BÂTIR POUR ELLES

Les trois expertes ont convergé sur un point fondamental : il ne suffit pas de créer des ligues professionnelles pour assurer l'avenir du sport féminin. Il faut construire un écosystème complet, de l'offre récréative de quartier jusqu'aux ligues d'élite, qui s'adressent à toutes, qu'elles aspirent à une carrière professionnelle ou simplement au plaisir du jeu entre amies. La diversité constitue également un enjeu de taille : le soccer, sport accessible et sans frontières culturelles, est bien positionné pour rejoindre une clientèle large ; le hockey et le baseball, ancrés dans des réalités plus nordiques ou spécialisées, doivent développer des approches adaptées. Derrière les statistiques, les trois invitées ont surtout rappelé une évidence trop souvent oubliée : le sport féminin ne doit pas se définir en fonction de celui des hommes, il mérite d'exister pleinement, pour ce qu'il est. 9



PATRICIA LANDRY
« C'est comme si la valeur en 2026 d'une fille est encore en fonction de la valeur d'un garçon. Ça n'a aucun sens. »



STÉPHANIE POIRIER
« Les femmes sentent peu qu'elles ont leur place, sentent peu qu'elles sont accueillies, à cause de la très grande proportion d'hommes. »



MARIE-LAURENCE OUELLET
« Les jeunes filles vont participer à une discipline sportive parce qu'elles vont voir des modèles. Maintenant, les modèles sont présentes. »

PHOTOS : DJOCARI LAURIS THÉODORE

5^e édition
Entrée gratuite

FESTI PHILO
du 12 au 14 juin 2026
Centre-ville de Trois-Rivières

Lecture animée de la pièce de théâtre inédite « Deux semaines après l'éternité » de Patric Saucier
Ciné-philos : projection du film « La bataille de Saint-Léonard » et discussion avec le réalisateur Félix Rose
Conférence d'honneur de Daniel Weinstock (Université McGill) : « L'aide médicale à mourir : entre éthique, droit et démocratie »
Café-philos
Communications libres
Cocktail et lancement de livre
Quiz philosophique
.. et de nombreuses discussions !

ANIMÉE PAR ROBERT AUBIN
Une émission d'actualités et de réflexions publiques

LA Tête DANS LES NUANCES

Disponible sur :
notregazette.com YouTube

Mystoires

En Mauricie et dans les environs, on retrouve une multitude de bâtiments patrimoniaux. Ils font de notre territoire un vivier patrimonial. Mais, connaissez-vous vraiment ces édifices qui font la fierté de notre région ?



RÉPONSE DU MOIS DERNIER

Les Spoutniks soviétiques viennent à peine d'être mis en orbite (1957) et la NASA d'être créée (1958) que le séminaire Saint-Antoine, l'actuel pavillon Pierre-Boucher de l'Université du Québec à Trois-Rivières est doté d'un observatoire. En 1959, il devient la seule institution d'enseignement au Québec, outre l'université McGill, à disposer d'un tel équipement. Au lieu du dôme traditionnel qui coiffe habituellement un observatoire, il est pour sa part rotatif, à l'aide de moteurs électriques, et dispose d'une ouverture à glissière pour permettre l'observation spatiale.

Les astronomes trifluviens peuvent aussi compter sur un animateur passionné en la personne de René Doucet, un Madelinois qui construit son propre observatoire, une coupole de 12 pieds de diamètre qu'il présente sur le terrain de l'exposition en 1957, puis sur sa propriété jusqu'en 1962. Il partage sa passion aux astronomes amateurs de la Mauricie en offrant des instruments de haute qualité au séminaire Saint-Antoine. Il devient le premier président de la Fédération des groupements astronomiques du Québec et participe à la naissance de la Société d'astronomie de Trois-Rivières en 1963, année où des scientifiques du monde entier convergent vers le Québec pour apprécier l'éclipse solaire du 20 juillet dans les meilleures conditions.

Aujourd'hui, l'observatoire est aveugle, le cyclope s'est endormi définitivement, mais le pavillon conserve son profil futuriste. L'astronomie a suscité tellement de passions que des professeurs de physique du Cégep de Trois-Rivières se sont mobilisés dans les années 1970 pour faire construire un nouvel observatoire à Champlain en 1981.

Où retrouve-t-on cet élément du patrimoine trifluvien ?
Solution dans la prochaine édition et dans la rubrique Jeux d'esprit au gazettemauricie.com



Visitez le <https://patrimoine3r.quebec>

POUR INFORMATIONS ET DEVENIR MEMBRE →



9 CONSULTER. PARTICIPER. DÉCIDER

LES CONSULTATIONS PUBLIQUES QUI VOUS CONCERNENT

ÉTATS GÉNÉRAUX SUR LE COÛT ET LE FINANCEMENT DES INFRASTRUCTURES MUNICIPALE

Le gouvernement du Québec invite la population, les élu-es et les administrateur-trices des Villes et des Municipalités à prendre part à une réflexion nationale sur les défis entourant le coût et le financement des infrastructures d'eau. L'objectif est de formuler des recommandations concrètes au ministre des Affaires municipales d'ici décembre 2026.

TERRITOIRE

Tout le Québec. Cette consultation s'adresse aux citoyen-nes, aux administrateur-trices municipales, aux élu-es locaux et aux intervenant-es du secteur de la construction, partout au Québec.

COMMENT PARTICIPER

En remplissant le sondage en ligne correspondant à votre profil (citoyen-ne, administrateur-trice municipal-e,

élu-e ou intervenant-e du secteur de la construction), ou en soumettant un mémoire dans le cadre de l'appel de mémoires.

EXPLICATION

Les infrastructures municipales (aqueduc, égouts, traitement des eaux usées), sont essentielles à la santé publique et au développement des communautés. Face au vieillissement des réseaux et à la croissance des besoins en logements, le gouvernement cherche à bâtir un modèle de financement plus souple, équitable et prévisible pour les Municipalités. Des États généraux réuniront des représentant-es du milieu municipal, des spécialistes et des intervenant-es du milieu de la construction à Québec en juin 2026, suivis de travaux jusqu'en novembre.

DATE LIMITE

10 juin 2026 (consultation en ligne et appel de mémoires).

INFORMATIONS

Courriel : reflexion.infra@mamh.gouv.qc.ca
Lien : consultation.quebec.ca/processes/infrastructures-municipales

VERS UNE VISION RENOUVELÉE EN SANTÉ MENTALE, EN ITINÉRANCE ET EN DÉPENDANCE

Le gouvernement du Québec lance un appel à contribution national afin de co-construire avec les organisations, les expert-es et les citoyen-nes les prochaines orientations en matière de santé mentale, d'itinérance et de dépendance. Les trois plans d'action actuels arrivent à échéance et une vision renouvelée est nécessaire pour répondre à des besoins toujours croissants.

TERRITOIRE

Tout le Québec. La consultation tient compte des spécificités de chaque région et s'adresse à toutes les populations concernées : femmes, jeunes, personnes âgées, personnes des Premières Nations et Inuit-es, personnes immigrantes, de la diversité sexuelle et de genre, etc.

COMMENT PARTICIPER

En remplissant le questionnaire en ligne ou en soumettant un mémoire sur la plateforme Consultation Québec. Une inscription sur la plateforme est requise pour participer.

EXPLICATION

Les plans d'action interministériels en santé mentale, en itinérance et en dépendance arrivent à échéance prochainement. Ces enjeux touchent directement des milliers de Québécois-es et leurs proches, en ayant un impact sur le logement, l'emploi, la sécurité et le bien-être. Le gouvernement souhaite définir de nouvelles orientations qui favorisent une réponse intégrée, innovante et adaptée aux réalités de chaque milieu. La réflexion passe par des rencontres régionales, des comités de spécialistes et cet appel à contribution ouvert à tous et à toutes.

DATE LIMITE

6 juin 2026.

INFORMATIONS

Courriel : consultationsSMID@msss.gouv.qc.ca
Lien : consultation.quebec.ca/processes/SanteMentale-Itinerance-Dependance

9 VOXGAZETTE.COM

SOIRÉE D'OPÉRA - LE CONTE-OPÉRA DE LA CHASSE-GALERIE

L'Opéra de Trois-Rivières est fier de présenter le conte-opéra La chasse-galerie. Cette première création originale paroles et musiques de l'Opéra de Trois-Rivières est portée par un collectif d'artistes de la région.
Date : 13 juin 2026
Heure : 18h à 19h
Coût : 30 \$
Lieu : Sous-sol du sanctuaire du Cap

ARCHIPEL DE ZINES - ATELIER D'INITIATION

Le Sabord vous propose une immersion dans l'univers du zine à travers un atelier participatif animé par Karolann St-Amand. Après une brève introduction à cette forme d'édition libre et accessible, vous serez invité-e à expérimenter dif-

férentes techniques de création — collage, écriture et assemblage — pour réaliser votre propre zine.
Date : Samedi 20 juin
Heure : 13 h à 16 h
Coût : Activité gratuite, ouverte à toutes et à tous
Lieu : Garage de la culture au 2191, avenue Principale, Saint-Élie-de-Caxton

ARCHIPEL DE ZINES - ATELIER D'INITIATION

Le Sabord vous propose une immersion dans l'univers du zine à travers un atelier participatif animé par Karolann St-Amand. Activité gratuite, offerte aux membres de GRIS et Trans MCDQ et à l'ensemble de la communauté LGBT+.
Date : Samedi 27 juin
Heure : 13 h à 16 h
Coût : Activité gratuite

Lieu : Maison de la solidarité au 1060, rue St-François Xavier à Trois-Rivières

SOIRÉES CHANSONNIERS SUR LA TERRASSE DE L'AUBERGE GODEFROY

Soirées chansonniers sont de retour sur notre belle terrasse pour toute la saison estivale 2026 ! Du 24 juin au 7 septembre, du mardi au dimanche, laissez-vous entraîner par le rythme de nos 66 soirées chansonniers, mettant en vedette 8 artistes en rotation, et vivez des moments mémorables tout en musique.
Date : Jusqu'au 7 septembre
Coût : Gratuit
Lieu : Auberge Godefroy, 17575, boulevard Bécancour

EXPOSITION - PIGMENTS ET PULSATIONS

La Galerie O'Art et Voix de Pasaj vous invitent au troisième vernissage de la série Pigments et pulsations pour une rencontre entre deux univers artistiques vibrants : celui de Gui Salatti, artiste visuelle de Street art et de dripping, ancrée dans le ressenti et la liberté et celui de Luciane Monteiro, artiste pluridisciplinaire qui met les mots en image avec sensibilité et clairvoyance.
Date : Jusqu'au 22 août
Coût : Gratuit
Lieu : Galerie O'Art, 160, rue des Forges à Trois-Rivières

Encore plus à découvrir voixgazette.com

3^e édition

WELLO FÊTE TROIS-RIVIÈRES

UNE INITIATIVE DE
cyclerie

13 juin 2026
PARC CHAMPLAIN
de 9 h à 16 h

PROGRAMMATION
COMPLÈTE



(remis au lendemain
en cas de pluie)

NOMBREUSES ACTIVITÉS

Randonnées trois distances : de familiale à cyclistes aguerris
Essais de vélos spéciaux électrique, cargo, vélo à sept places, etc.
Parcours CycloMini habileté + sécurité pour les enfants
Information + services mécanique, vélo au féminin, mobilité durable
Animation + ambiance musicale spectacle, sérigraphie, maquillage, etc.

COLLABORATEURS

STTR
ÉcoByke
Cyclotour Trois-Rivières
Roulons VERT
Service de police de Trois-Rivières
Brunelle Ski Vélo
Bibliothèques de Trois-Rivières
Babioles Coquettes
Caravane du Bonheur
Maxi Trois-Rivières des Forges

marquage rue des Forges : CULTURE 3R | direction artistique : ANDRÉE GODIN | réalisation : ATELIER SILEX | photographie : ÉTIENNE BOISVERT